



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/3771
15 mai 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-sixième session
Point 20 de l'ordre du jour

CAMPAGNE MONDIALE POUR L'ALPHABETISATION UNIVERSELLE

Le Secrétaire général a reçu du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture la communication ci-après à laquelle était joint, aux fins d'examen par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale, un document intitulé "Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle".

Le 10 mai 1963

Monsieur le Secrétaire général,

... conformément à la résolution 1.2533, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa douzième session, j'ai l'honneur de vous transmettre, aux fins d'examen par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies, un document intitulé "Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle".

La Conférence générale a étudié très soigneusement la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1677 (XVI), en se fondant sur un rapport présenté par un comité d'experts et sur d'autres documents pertinents.

Les résolutions Nos 1.2531, 1.2532 et 1.2534, adoptées par la Conférence générale, sont intégralement reproduites dans le document ci-joint (p. à). C'est pour donner suite à la résolution 1.2533 (alinéa b)), que je vous transmets ce document qui comporte les divers éléments énumérés au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 1.2531.

Je me permets d'appeler tout particulièrement votre attention sur le paragraphe 2 de cette même résolution où se trouvent énoncées les conditions sous réserve desquelles la Conférence générale de l'UNESCO s'est déclarée prête à promouvoir et à soutenir une campagne mondiale d'alphabétisation. Pour plus de commodité, je cite ici ce paragraphe essentiel :

"2. Appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les conclusions générales suivantes :

- a) L'exécution des plans d'universalisation de l'enseignement primaire devrait aller de pair avec une campagne mondiale d'alphabétisation des adultes, facteur essentiel de progrès économique et social dans le cadre de la Décennie pour le développement;
- b) Dans sa phase initiale, cette campagne mondiale devrait viser à alphabétiser, au cours de la Décennie pour le développement, les deux tiers des 500 millions d'adultes actuellement présumés illettrés que comptent les Etats d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine membres de l'UNESCO, soit au total 330 millions de personnes âgées de 15 à 50 ans;
- c) Le coût global d'un tel programme est évalué à 1 883 millions de dollars répartis sur 10 ans, et il faudrait pour le mettre en oeuvre, qu'un crédit d'au moins 33 millions de dollars soit disponible chaque année aux fins d'assistance internationale aux gouvernements intéressés par voie d'accords bilatéraux et multilatéraux, et qu'en outre une somme de l'ordre de 10 millions de dollars provenant en majeure partie de ressources extra-budgétaires soit mise chaque année à la disposition de l'UNESCO pour lui permettre de mener la campagne en question pendant la Décennie pour le développement;
- d) Sous réserve des conditions ci-dessus, l'UNESCO se déclare prête à promouvoir et à soutenir une telle campagne."

(Signé) Le Directeur général
René MAHEU

/...

CAMPAGNE MONDIALE POUR L'ALPHABETISATION UNIVERSELLE

DOCUMENT PRESENTE PAR L'UNESCO POUR DONNER SUITE A UNE DEMANDE
FORMULEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES LORS DE SA
SEIZIEME SESSION

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	3
Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies	3
L'UNESCO et l'alphabétisation dans le monde	4
Enquête de l'UNESCO sur l'analphabétisme	5
Résolutions concernant une éventuelle campagne mondiale d'alpha- bétisation, adoptées par la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa dixième session	8
Résolutions relatives au programme pour 1963-1964	10
I. ENQUETE SUR L'ANALPHABETISME	12
L'enquête	12
Ampleur du problème	13
Historique de l'alphabétisation des adultes dans certains Etats membres	17
Législation relative à l'alphabétisation des adultes	17
Organisation des cours d'alphabétisation	18
Activités de postalphabétisation et services auxiliaires	27
Recherches et évaluation	28
Financement	28
Projets pour l'avenir	28
Obstacles aux campagnes d'alphabétisation	31
Divers genres de campagnes d'alphabétisation des adultes	35
II. RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES PROGRAMMES NATIONAUX D'ALPHABETISATION	38
Introduction - L'alphabétisation pendant la Décennie du développement	38
Définitions et objectifs	41
Administration et législation	42
Organisation	44
Services directs	44

TABLES DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Services auxiliaires	47
Statistiques	47
Recherches	48
Conclusion	55
III. COUT ET FINANCEMENT D'UNE CAMPAGNE MONDIALE D'ALPHABETISATION ...	57
Evaluation du coût de l'alphabétisation	57
Rentabilité économique et sociale de l'alphabétisation des adultes	67
Financement d'une campagne mondiale	70
IV. PROGRAMME D'ACTION INTERNATIONALE	73
L'élimination de l'analphabétisme parmi les enfants	73
L'élimination de l'analphabétisme parmi les adultes	73
Le programme proposé	75
Planification et administration	75
Services techniques auxiliaires	76
Centres existants	77
Centres nouveaux	78
Centres et services nationaux	79
Projets à court terme	81
Action des organisations non gouvernementales	83
Services centraux	83
Coût des mesures internationales proposées	86
ANNEXE - APPEL "L'ALPHABETISATION UNIVERSELLE AU COURS DE LA DECENNIE DU DEVELOPPEMENT"	

CAMPAGNE MONDIALE POUR L'ALPHABETISATION UNIVERSELLE

DEMANDE ADRESSEE A L'UNESCO PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES A SA SEIZIEME SESSION

INTRODUCTION

Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies

L'UNESCO soumet le présent document à l'Assemblée générale pour donner suite à la résolution 1677 (XVI) de cette dernière.

"L'Assemblée générale,

"Constatant avec inquiétude que l'analphabétisme est actuellement très répandu dans beaucoup de pays du monde, atteignant dans certains d'entre eux une grande partie de la population, et qu'il freine l'évolution des pays eux-mêmes, ainsi que celle de toute l'humanité, vers le progrès économique et social,

"Réaffirmant ses résolutions 330 (IV) du 2 décembre 1949, 743 (VIII) du 27 novembre 1953, 1049 (XI) du 20 février 1957 et 1463 (XIV) du 12 novembre 1959, dans lesquelles elle recommandait l'institution de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, afin que cet enseignement parvienne au même niveau que dans les pays avancés,

"Considérant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et rappelant la résolution 768 (XXX) du Conseil économique et social, en date du 21 juillet 1960, sur la coopération en faveur des nouveaux pays indépendants, et la résolution 837 (XXXII) du Conseil, en date du 3 août 1961, relative au développement de l'éducation en Afrique,

"Convaincue de la grande importance que revêtent l'aptitude à lire et à écrire et l'instruction générale pour le développement de relations pacifiques et amicales entre les nations et les peuples,

"Partageant l'opinion selon laquelle la lutte contre l'analphabétisme et l'assistance dans tous les domaines de l'enseignement doivent relever de la compétence de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,

"Considérant l'utilité des efforts de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en vue de l'alphabétisation et du développement de l'enseignement en général, et notamment de la décision que la

Conférence générale de cette organisation a prise lors de sa onzième session par sa résolution 8.63 du 15 décembre 1960,

"Constatant qu'il importe actuellement de déployer des efforts accrus pour supprimer au plus tôt l'analphabétisme dans le monde,

1. Invite l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture :

- a) A examiner sous tous ses aspects, lors d'une session ordinaire de sa Conférence générale, la question de la suppression de l'analphabétisme dans le monde, en vue de mettre au point des mesures concrètes et efficaces, tant internationales que nationales, pour supprimer l'analphabétisme;
- b) A présenter à l'une des sessions ordinaires de l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, une étude sur la situation mondiale en ce qui concerne la généralisation de l'alphabétisation, ainsi que des recommandations quant aux mesures qui pourraient être prises dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour favoriser la suppression de l'analphabétisme;

2. Demande qu'une aide effective pour la suppression de l'analphabétisme et le développement de tous les types d'enseignement soit fournie aux pays en voie de développement aussi bien sur le plan bilatéral que dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées;

3. Exprime l'espoir que les gouvernements de tous ces pays attacheront, dans leurs programmes de développement social, la plus grande importance au programme de la suppression de l'analphabétisme."

Au cours de la même session, l'Assemblée générale, dans la résolution 1710 (XVI) instituant la Décennie des Nations Unies pour le développement, a souligné l'importance des "mesures propres à accélérer l'élimination de l'analphabétisme, de la faim et de la maladie, qui affectent gravement la productivité des habitants des pays peu développés".

L'UNESCO et l'alphabétisation dans le monde

Le problème de l'analphabétisme dans le monde, sur lequel l'Assemblée générale a ainsi appelé l'attention, dans le cadre plus large du développement de l'enseignement, n'est naturellement pas nouveau pour l'UNESCO. L'un des objectifs capitaux de tous les programmes de l'UNESCO, depuis la première session de sa Conférence

générale en 1946, a été de contribuer à la solution de ce problème en encourageant l'amélioration et le développement progressifs de l'enseignement scolaire et de l'éducation des adultes. Au cours des dix ou douze premières années, il ne semblait guère possible de fixer un délai pour l'accomplissement de cette tâche. Mais en 1960, la Conférence mondiale sur l'éducation des adultes, qui s'est tenue à Montréal (Canada) sous les auspices de l'UNESCO, a affirmé avec force dans sa Déclaration que "l'analphabétisme pourrait disparaître en quelques années", avec l'aide des pays relativement fortunés, "si une vaste campagne, préparée avec soin, était lancée, de préférence par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées". Cette affirmation, et d'autres qui l'ont suivie, venant notamment du Comité international pour l'avancement de l'éducation des adultes, qui donne au Directeur général des avis sur des programmes intéressant ce domaine et des domaines connexes, répondent au vœu commun que plusieurs Etats membres de l'UNESCO ont clairement exprimé en diverses occasions au cours des dernières années. A des réunions ou conférences tenues dans trois vastes régions du monde - l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie - les hauts représentants des gouvernements intéressés ont adopté des plans régionaux visant à universaliser l'enseignement primaire en une dizaine ou une vingtaine d'années; ils ont souligné, en outre, l'urgence des campagnes de lutte contre l'analphabétisme et de l'action en faveur de l'éducation des adultes.

Enquête de l'UNESCO sur l'analphabétisme

Le programme adopté par la Conférence générale de l'UNESCO à sa onzième session en 1960, prévoyait sous la rubrique "Education des adultes", une étude sur la planification, l'organisation et l'exécution des programmes de lutte contre l'analphabétisme. En vue de cette étude, un questionnaire a été envoyé, en avril 1961, à tous les Etats membres et membres associés. En juin 1962, le Secrétariat avait reçu des réponses de 67 Etats membres et membres associés; mais 54 d'entre eux seulement ont déclaré prendre des dispositions spéciales pour l'alphabétisation des adultes et ont répondu aux divers points du questionnaire.

On trouvera dans la première partie du présent document, intitulée "Enquête sur l'analphabétisme", une analyse de l'enquête sur l'alphabétisation des adultes, ainsi qu'un aperçu de la situation en ce qui concerne l'analphabétisme des enfants, d'après les taux de fréquentation des écoles primaires. L'insuffisance des informations que le Secrétariat a reçues en réponse à son questionnaire révèle un

/...

obstacle fondamental à l'établissement d'un plan efficace : c'est le manque de données sûres concernant l'ampleur de l'analphabétisme, et même de renseignements exacts sur les mesures prises pour le faire disparaître. Dans les cas où des chiffres estimatifs concernant l'analphabétisation des adultes ont été fournis, ces chiffres étaient dans bien des cas périmés. Il ne pouvait en être autrement puisque les résultats du recensement effectué dans beaucoup de pays en 1960 ou 1961 n'ont pas encore été analysés à l'échelon national; ils ne peuvent donc pas figurer dans des études internationales. Pour le moment, on ne peut juger de l'ampleur de l'analphabétisme dans le monde que d'après les chiffres cités dans la publication de l'UNESCO : "L'analphabétisme dans le monde au milieu du XXème siècle"^{1/}. Il en ressort qu'il y avait dans le monde en 1956 quelque 700 millions d'adultes présumés illettrés, ce qui représentait plus des deux cinquièmes de la population adulte (15 ans et plus).

A la suite de l'enquête susmentionnée, un comité comprenant 14 experts s'est réuni à Paris du 18 au 28 juin 1962. Ces experts avaient d'abord été chargés d'examiner les résultats de l'enquête et d'établir un rapport sur la planification, l'organisation et l'exécution des programmes de lutte contre l'analphabétisme des adultes. Mais la résolution de l'Assemblée générale, communiquée au Comité, a entraîné un élargissement du mandat des experts : ceux-ci ont été chargés d'examiner la situation de l'analphabétisme dans le monde et de faire des recommandations sur la manière de le faire disparaître.

Etant donné que, dans toute campagne mondiale de lutte contre l'analphabétisme, c'est aux gouvernements des pays où se pose le problème qu'incombe nécessairement l'effort principal, les experts ont plus particulièrement étudié comment il convenait d'organiser l'action nationale. La deuxième partie du présent document, intitulée "Recommandations concernant les programmes nationaux d'alphabetisation" est fondée sur leurs recommandations. On notera que ces recommandations concernent principalement les programmes d'alphabetisation des adultes. Ce n'est pas que l'on considère le problème de l'analphabétisme des enfants comme moins grave. Il est évident que toute action visant à supprimer l'analphabétisme des masses doit se

^{1/} UNESCO, L'analphabétisme dans le monde au milieu du XXème siècle, étude statistique. Paris, UNESCO, 1957, 216 pages (Monographies sur l'éducation de base, XI).

fonder sur le développement de l'enseignement scolaire et sur l'exécution des plans actuels d'universalisation de l'instruction primaire. Mais il est tout aussi évident que, dans le domaine de l'alphabétisation des adultes, le plus gros du travail de planification, d'organisation et d'exécution reste à accomplir, et que, dans beaucoup de pays, la tâche est à peine commencée.

Le Comité d'experts était également saisi d'une étude intitulée "Les relations de l'analphabétisation et du développement économique", que l'Institut du développement économique et social de Paris avait rédigée d'entente avec le Secrétariat. Les experts ont estimé qu'il s'agissait là "d'une étude extrêmement importante et extrêmement précieuse sur les aspects économiques d'une campagne mondiale d'alphabétisation universelle". La troisième partie du présent document, intitulée "Coût et financement d'une campagne mondiale d'alphabétisation" est fondée sur cette étude.

On estime que sur le nombre total des adultes illettrés, 500 millions environ se trouvent dans les Etats membres de l'UNESCO d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Le but d'un programme de dix ans entrepris dans ces régions est d'inscrire dans les classes d'alphabétisation et, si possible, d'alphabétiser les deux tiers de ces 500 millions d'illettrés, à savoir ceux dont les âges varient entre 15 et 50 ans soit, environ 330 millions d'adultes. Les prévisions de dépenses données dans la troisième partie du présent document visent la première phase de l'alphabétisation, c'est-à-dire l'enseignement des mécanismes de base : lecture, écriture et calcul. Ces estimations ne tiennent pas compte du coût des programmes de postalphabétisation qui sont indispensables si l'on veut éviter que les gens ne redeviennent analphabètes et qui entraînent de lourdes dépenses d'équipement et de matériel, même si un développement économique accéléré permet aux nouveaux alphabètes eux-mêmes de supporter une grande partie des frais. Quelle que soit la manière dont ils sont financés, des programmes de postalphabétisation bien conçus sont un complément indispensable de l'enseignement de la lecture et de l'écriture et ils devraient offrir aux hommes et aux femmes de plus larges possibilités de poursuivre leur éducation.

On reconnaît en outre qu'une campagne mondiale d'alphabétisation des masses exigera un accroissement considérable de l'aide technique actuellement fournie par l'UNESCO. La quatrième partie du présent document contient l'esquisse d'un Programme d'aide internationale prévoyant des conférences régionales de

planification et des stages d'études techniques régionaux, des centres de recherche et de formation, des centres pour la production de matériel d'enseignement, des missions consultatives et des bourses.

Résolutions concernant une éventuelle campagne mondiale d'alphabétisation, adoptées par la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa douzième session

A sa douzième session, en décembre 1962, la Conférence générale de l'UNESCO a examiné longuement et de façon approfondie la requête de l'Assemblée générale. Elle a créé un Comité, composé d'experts représentant des gouvernements, qui était chargé d'étudier le programme prévu pour la campagne. Ayant approuvé ce programme à l'unanimité, elle a adopté la résolution ci-après, en vue de la porter à l'attention de l'Assemblée générale :

Résolution 1.2531 : La Conférence générale, en réponse à la résolution 167 par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa seizième session, en décembre 1961, invitait l'UNESCO :

- "a) A examiner sous tous ses aspects, lors d'une session ordinaire de sa Conférence générale, la question de la suppression de l'analphabétisme dans le monde, en vue de mettre au point des mesures concrètes et efficaces, tant internationales que nationales, pour supprimer l'analphabétisme;
- "b) A présenter à l'une des sessions ordinaires de l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, une étude sur la situation mondiale en ce qui concerne la généralisation de l'alphabétisation, ainsi que des recommandations quant aux mesures qui pourraient être prises dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour favoriser la suppression de l'analphabétisme."

Rappelant, d'une part, la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, qui a proclamé la présente décennie "Décennie des Nations Unies pour le développement", pendant laquelle les efforts sont intensifiés afin d'accélérer le progrès économique et social des pays sous-développés et, d'autre part, la résolution 916 (XXXIV) par laquelle le Conseil économique et social a demandé que soit prise toute une série de mesures visant notamment à développer les ressources humaines au moyen de programmes appropriés d'enseignement,

Rappelant également la résolution 1778 (XVII) de l'Assemblée générale en faveur d'une coopération internationale destinée à aider au développement des moyens d'information dans les pays insuffisamment développés, y compris la mise en oeuvre des nouvelles techniques de communication pour permettre les progrès rapides de l'éducation,

Réaffirmant sa conviction que le droit à l'éducation énoncé dans l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est l'un des droits fondamentaux de l'homme,

Estimant, comme l'Assemblée générale des Nations Unies, que l'analphabétisme entrave le développement économique et social, tant celui des divers pays que celui de la société humaine dans son ensemble,

Convaincue d'autre part que la généralisation de l'alphabétisation apportera une contribution capitale à la paix et à la compréhension entre les peuples et les nations,

Affirmant que l'un des principaux objectifs de l'UNESCO depuis sa création est de lutter contre l'analphabétisme dans le monde en encourageant l'extension et l'amélioration progressives des systèmes d'enseignement et de l'éducation des adultes,

Rappelant que l'UNESCO accorde à ses Etats membres une assistance en matière de recherche pédagogique, de planification de l'éducation, de formation de personnel enseignant et de production de manuels d'enseignement et de textes de lecture, en créant des centres régionaux de formation, en donnant des conseils techniques, en accordant des bourses, en organisant des conférences, stages d'études et réunions d'experts, ainsi qu'en fournissant des publications et documents techniques sur ces questions,

Rappelant aussi que le problème de l'analphabétisme des adultes, bien que précisé et évalué, et heureusement résolu ou réduit par un certain nombre d'Etats membres, n'a pas reçu jusqu'ici dans le monde entier toute l'attention qu'il mérite,

Rappelant en outre que, dans trois régions du monde - Afrique, Asie et Amérique latine - des conférences organisées par l'UNESCO ont réuni d'éminents représentants des gouvernements intéressés qui ont adopté des plans régionaux visant à universaliser l'enseignement primaire en 10 ou 20 ans, et qui ont souligné l'urgente nécessité de campagnes d'alphabétisation et d'éducation des adultes,

1. Présente à l'Assemblée générale des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, une étude sur la suppression de l'analphabétisme dans le monde contenant : une introduction au problème; un bref exposé de la situation actuelle du monde en ce qui concerne l'analphabétisme; des recommandations visant les programmes nationaux d'alphabétisation; une évaluation du coût d'une campagne mondiale contre l'analphabétisme et de ses rapports avec le développement économique; enfin un projet de programme d'action internationale;

2. Appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les conclusions générales suivantes :

- a.) L'exécution des plans d'universalisation de l'enseignement primaire devrait aller de pair avec une campagne mondiale d'alphabétisation des adultes, facteur essentiel de progrès économique et social dans le cadre de la Décennie pour le développement;
- b.) Dans sa phase initiale, cette campagne mondiale devrait viser à alphabétiser, au cours de la Décennie pour le développement, les deux tiers des 500 millions d'adultes actuellement présumés illettrés

que comptent les Etats d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine membres de l'UNESCO, soit au total 330 millions de personnes âgées de 15 à 50 ans;

- c) Le coût global d'un tel programme est évalué à 1 883 millions de dollars répartis sur 10 ans 1/, et il faudrait pour le mettre en oeuvre qu'un crédit d'au moins 33 millions de dollars soit disponible chaque année aux fins d'assistance internationale aux gouvernements intéressés par voie d'accords bilatéraux et multilatéraux, et qu'en outre une somme de l'ordre de 10 millions de dollars provenant en majeure partie de ressources extra-budgétaire soit mise chaque année à la disposition de l'UNESCO pour lui permettre de mener la campagne en question pendant la Décennie pour le développement;
- d) Sous réserve des conditions ci-dessus, l'UNESCO se déclare prête à promouvoir et à soutenir une telle campagne.

Résolutions relatives au programme pour 1963-1964

Au cours de la discussion qui a précédé l'adoption de la résolution précitée, on a souligné la grande importance et l'urgence du problème posé par l'analphabétisme ainsi que les réels progrès faits à cet égard par certains Etats membres. En conséquence, à l'issue du débat sur les mesures que l'UNESCO devrait prendre en 1963-1964, la Conférence générale a adopté les résolutions ci-après :

Résolution 1.2532 : Les Etats membres sont invités à intensifier leurs efforts, sur le plan national, en vue de supprimer l'analphabétisme et de promouvoir l'éducation des adultes sur leurs territoires respectifs, et au besoin à soutenir de tels efforts nationaux au moyen d'accords bilatéraux ou multilatéraux;

Résolution 1.2533 : Le Directeur général est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en oeuvre en 1963-1964 d'un programme international, et à cette fin :

- a) A réviser le document 12 C/PRG/3 conformément aux recommandations du Comité d'experts en matière d'alphabétisation universelle;
- b) A le transmettre, dûment révisé, au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'examen par le Conseil économique et social et de soumission éventuelle à l'Assemblée générale des Nations Unies conformément à la demande exprimée dans sa résolution 1677 (XVI), et à inclure dans ce document le projet d'un appel qui recevrait une large diffusion lors du lancement de la campagne mondiale d'alphabétisation;

1/ Il convient de noter que depuis l'adoption de cette résolution, le chiffre de 1 883 millions de dollars a été légèrement révisé, compte tenu de nouvelles données; ainsi, qu'on l'indique dans la troisième partie du présent document, le coût du programme envisagé est maintenant évalué à 1 911 millions de dollars.

- c) A coordonner en un programme d'ensemble les activités prévues au Programme et au Budget de l'exercice en cours, qui visent à supprimer l'analphabétisme;
- d) A constituer un comité international d'experts en matière d'alphabétisation;
- e) A organiser deux conférences régionales, en Afrique et dans les Etats arabes, sur la planification et l'organisation des programmes d'alphabétisation;
- f) A entreprendre des études :
 - i) Sur les méthodes et les moyens utilisés pour la suppression de l'analphabétisme dans les Etats membres;
 - ii) Sur l'utilisation de la langue maternelle pour l'alphabétisation et sur l'élaboration d'alphabets pour les langues non écrites;
 - iii) Sur l'utilisation et la formation des instituteurs pour l'éducation des adultes et l'éducation populaire;
- g) A organiser une réunion d'experts sur l'utilisation de la langue maternelle pour l'alphabétisation;
- h) A organiser un stage d'études pratiques pour les spécialistes que concernent l'établissement et le fonctionnement des services nationaux nécessaires aux programmes d'alphabétisation des adultes;
- i) A fournir une aide aux centres nationaux de recherche et de production de matériel d'enseignement et de lecture pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes;
- j) A participer, sur leur demande, aux activités organisées par les Etats membres en faveur de l'alphabétisation.

Résolution 1.2534 : La Conférence générale,

Rappelant que, dans sa résolution 1677 (XVI), l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé qu'une aide effective soit fournie pour la suppression de l'analphabétisme,

Invite le Conseil économique et social de l'Assemblée générale à prendre acte de l'approbation par la Conférence générale d'un programme d'action internationale pour l'exercice 1963-1964, programme défini dans la résolution 1.2533.

PREMIERE PARTIE

ENQUETE SUR L'ANALPHABETISME

L'enquête

Conformément aux directives données par la Conférence générale de l'UNESCO, à sa onzième session, un questionnaire intitulé "Etude sur la planification, l'organisation et l'exécution des programmes de lutte contre l'analphabétisme" a été envoyé aux Etats membres, aux membres associés et aux territoires non autonomes en avril 1961.

On trouvera ci-après la liste des pays qui ont répondu à ce questionnaire. Certains (marqués d'un astérisque) ont déclaré que le problème de l'analphabétisme ne se pose pas sur leur territoire, que, depuis vingt ans, l'enseignement primaire y est assuré à tous les enfants et que depuis dix ans l'analphabétisme a pour ainsi dire disparu.

LISTE DES ETATS MEMBRES, MEMBRES ASSOCIES ET TERRITOIRES NON AUTONOMES AYANT REPONDU AU QUESTIONNAIRE

Afghanistan	Canada	France
République fédérale d'Allemagne*	Ceylan	Guadeloupe
République arabe unie	Chine	Guyane
Arabie Saoudite	Chypre	Martinique
Argentine	Congo (Brazzaville)	Côte française des Somalis
Australie*	Costa Rica	Ghana
Belgique	Cuba	Grèce
Ruanda-Urundi	Equateur	Haïti
RSS de Biélorussie*	Espagne	Hongrie
Bolivie	Etats-Unis	Inde
Bulgarie	d'Amérique	Indonésie
Cambodge	Fédération de	Iran
Cameroun	Malaisie	Israël
	Finlande*	Italie

Royaume hachémite de Jordanie*	Panama	Togo
Luxembourg*	Pays-Bas*	Tunisie
Madagascar	Nouvelle-Guinée néerlandaise	Turquie
Ile Maurice	Surinam	RSS d'Ukraine*
Mexique	Philippines	Union des Républiques socialistes soviétiques*
Niger	Pologne	Uruguay
Nigéria	Rhodésie du Sud	Venezuela
Norvège*	Roumanie*	Viet-Nam
Nouvelle-Zélande*	Singapour	
Pakistan	Soudan	

Ampleur du problème

L'analphabétisme des adultes

On voit que 67 pays seulement ont répondu au questionnaire; plusieurs ont déclaré n'avoir pas de programme spécifique d'alphabétisation; d'autres n'ont pu fournir aucun renseignement d'ordre statistique. Les quelques données qu'on peut tirer des réponses au questionnaire ne permettent donc pas de dresser un tableau exact de la situation de l'analphabétisme dans le monde. Lorsque les chiffres des recensements sont fournis, les dates auxquelles ils se rapportent ne sont pas indiquées, ou s'échelonnent de 1948 à 1961. C'est seulement dans un petit nombre de cas que l'année du recensement ou l'âge du groupe d'analphabètes en cause sont indiqués. L'Indonésie, par exemple, indique que la proportion d'illettrés dans la population est de 39 p. 100, en spécifiant qu'il s'agit de personnes âgées de 13 à 45 ans. Les chiffres donnés par la Malaisie (49 p. 100 en 1957), et par Cuba (17,7 p. 100) concernent les personnes âgées de 10 ans et plus; le taux indiqué par la Bulgarie (22 p. 100), les personnes âgées "de plus de 15 ans". Même la définition de l'alphabétisme est variable, car on applique maintenant ce terme à tous les degrés de la capacité de lire, depuis le minimum absolu - la capacité de lire et d'écrire son nom - jusqu'à un maximum indéterminé.

Le tableau ci-après indique l'importance approximative de l'analphabétisme et le nombre des adultes qui sont alphabétisés. On y a joint deux colonnes indiquant la population totale, en 1953 et en 1960, respectivement, d'après l'Annuaire statistique des Nations Unies, 1961 (tableau I).

Population et analphabétisme

(l'ordre alphabétique anglais a été suivi)

Pays ayant répondu au questionnaire	Nombre total d'habitants (évaluation)		Pourcentage d'adultes illettrés	Age des analphabètes dénombrés	Nombre d'adultes suivant des cours d'alphabetisation			Nombre de cours
	1953	1960			Total	Hommes	Femmes	
Afghanistan	18 400 000	13 800 000	85 %		5 800	4 800	1 000	145
Argentine	8 778 000	20 006 000	13,6 % (1950)		51 003	40 047	10 956	800
Belgique	3 147 000	3 462 000	60 % (1960)		127 703			8 (Armée)
Bolivie	7 346 000	7 867 000	11,2 % (1956)	plus de 15 ans	19 291			2 326
Bulgarie	3 863 000	4 952 000	37-45 %		27 484	8 325	19 159	3 662
Cambodge								
Canada	14 845 000	17 814 000	2,2 % (1959)					
Ceylan	8 290 000	9 617 000	23,8 %		2 000-3 000	1 000-1 500	1 000-1 500	157
Chine (Taiwan)	8 261 000	10 612 000	15,5 %	de 10 à 65 ans	13 573	348	205	498
Costa Rica	884 000	1 171 000	21-24 % (1950)		553			
Cuba	5 876 000	6 797 000	17,7 % (1961)	10 ans et plus	698 493	615	502	224
Chypre*	506 000	563 000	5-7 %		1 117			485
Equateur	3 464 000	4 317 000	44 % (1950)		6 067			
Fédération de Malaisie	5 613 000	6 909 000	49 % (1957)	10 ans et plus	172 564	105 840	66 724	6 163
France	42 652 000	45 542 000	3,4 %					
Guyane française	27 000	31 000			220			7 Ecoles
Ghana	4 478 000	6 691 000	90 % (1948)		7 735			1 495 (1960)
Grèce	7 817 000	8 327 000			46 838	27 714	19 174	1 544
Guadeloupe	223 000	270 000						
Haïti	3 227 000	3 505 000	90 %					
Hongrie	9 604 000	9 999 000	058 % (1960)	moins de 50 ans	1 719	1 117	602	47 963 (1959)
Inde	378 329 000	432 567 000	73,3 % (1961)		1 257 640	1 080 056	177 584	48 051
Indonésie	79 500 000	92 600 000	39 %	de 13 à 45 ans	4 801 213	2 736 312	2 064 901	9 423
Iran	17 476 000	20 182 000	80 % (1961)		416 556		8 000	780 (Hébreu)
Israël	1 651 000	2 114 000	33,7 %		10 000	2 000	95 409	29 465
Italie	47 533 000	49 361 000	8 % (1961)		244 431	149 022	250	230
Jordanie	1 360 000	1 695 000	30 %		1 250	1 000		
Madagascar	4 502 000	5 393 000						
Martinique	234 000	277 000			100			
Mexique	28 056 000	34 923 000	35 %		142 961	77 198	65 763	11 847
Nouvelle-Guinée néerlandaise	700 000	735 000	15-100% variable selon les régions		1 300	800	500	40
Niger	2 166 000	2 870 000						
Nigéria	30 803 000	35 091 000	58 % (1950)		405 488			13 307
Pakistan	81 159 000	92 727 000	84,7 % (1961)					
Panama	875 000	1 055 000	28,3 % (1950)		10 132	6 000	4 132	265 (1957)
Philippines	21 211 000	27 500 000	25 % (1957)		15 047			443
Pologne	26 255 000	29 703 000			5 388			
Ruanda-Urundi	4 144 000	4 901 000			434 492			
Arabie Saoudite		6 036 000						
Singapour	1 192 000	1 634 000	52 %	10 ans et plus	10 902	6 792	4 110	323
Côte française des Somalis	65 000	67 000	50 %		270	185	35	632
Rhodésie du Sud	2 230 000	3 070 000	40 %		13 446	11 243	2 703	8
								123

Tableau I (suite)
Population et alphabétisme
(l'ordre alphabétique anglais a été suivi)

Pays ayant répondu au questionnaire	Nombre total d'habitants (évaluation)		Pourcentage d'adultes illettrés	Age des analphabètes dénombrés	Nombre d'adultes suivant des cours d'alphabétisation			Nombre de cours
	1953	1960			Total	Hommes	Femmes	
Espagne	20 528 000	30 128 000	9,7 % (1960)		182 000	25 093	7 688	12 957 (1960)
Soudan		11 770 000	90 % (1960)		32 781			1 231
Surinam	202 000	270 000	10 %					
Togo	1 041 000	1 440 000			1 500	300	1 200	70
Tunisie	3 758 000	4 168 000	65-70 %		18 262	14 232	4 030	102
Turquie	22 818 000	27 561 000	68 %	de 13 à 50 ans	317 600	228 496	84 104	17 860
République arabe unie	2 203 000	25 929 000	70 %		58 487	52 657	5 830	1 635
Etats-Unis d'Amérique	160 261 000	180 670 000						
Uruguay	2 528 000	2 827 000	5,11 %		69 244	82 454	44 246	3 182
Venezuela	5 442 000	7 524 000	18,4 %		126 700	95 058	114 456	9 032 (1961)
Viet-Nam (République du)	9 766 000	14 100 000	10 % (1961)		209 514			

* A l'exclusion de l'armée.

L'analphabétisme des enfants

L'absence de chiffres provenant de recensements récents ne permet pas non plus de déterminer avec exactitude le nombre des enfants illettrés. Dans beaucoup de pays où la proportion d'analphabètes est très élevée, plus de la moitié des enfants ne fréquentent jamais l'école et la plupart de ceux qui y sont inscrits la quittent avant d'être effectivement alphabétisés.

Le tableau ci-dessous montre à combien on évalue le nombre des enfants d'âge scolaire qui ne fréquentent pas l'école primaire.

Tableau II

Population d'âge scolaire et nombre des élèves fréquentant les écoles du premier degré (primaire) dans les principales régions peu développées du monde, vers 1960

Région ^{1/}	Population d'âge scolaire (évaluation) (millions)	Elèves inscrits (évaluation) (millions)	Différence (millions)
Afrique (35 pays)	29,4	11,2	18,2
Etats arabes (15 pays)	13,3	6,5	6,8
Asie (15 pays)	130,1	66,2	63,9
Amérique latine (20 pays)	33,2	26,1	7,1
Total (85 pays)	206,0	110,0	96,0

^{1/} Les pays que concerne ce tableau sont ceux qui ont participé aux conférences d'Addis-Abéba, de Beyrouth, de Karachi et de Santiago sur le développement de l'éducation dans les régions dont ils font respectivement partie.

Si l'on tient compte du nombre de ceux qui retomberont dans l'analphabétisme - enfants qui fréquentent actuellement l'école primaire, mais qui la quitteront avant d'avoir atteint le stade de l'alphabétisme fonctionnel - on peut estimer que ces régions en voie de développement rapide comptent 150 millions de futurs adultes illettrés et que, dans les conditions actuelles, au cours des six ou sept prochaines années, 20 à 25 millions de nouveaux analphabètes viendront s'ajouter chaque année à la population adulte.

Historique de l'alphabétisation des adultes dans certains Etats membres

Les réponses de l'Inde et de la Turquie signalent que, dans ces pays, des cours de lecture et d'écriture pour adultes fonctionnent depuis 1855 et 1865, respectivement. En règle générale, cependant, l'alphabétisation des adultes n'a pris une certaine ampleur que beaucoup plus tard, de pair avec le grand mouvement d'émancipation sociale qui aura marqué le milieu de notre siècle.

La Belgique, la Bulgarie, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Pologne, l'Espagne et l'URSS ont indiqué que la suppression de l'analphabétisme est considérée depuis longtemps comme un des plus sûrs moyens d'élever le niveau de vie de la population. En Asie, dans les Etats arabes, en Afrique et en Amérique latine, on établit aussi une nette corrélation entre l'alphabétisation et le progrès social, notamment l'industrialisation et le développement économique. D'autre part, il ressort des réponses que la régression de l'analphabétisme est étroitement liée à l'institution et à l'extension de l'enseignement primaire gratuit.

Les réponses de la Biélorussie, de la Roumanie, de l'Ukraine et de l'URSS indiquent que, dans ces pays, l'analphabétisme a complètement disparu depuis une quarantaine d'années. L'URSS, par exemple, cite le décret du Conseil des Commissaires du peuple en date du 26 décembre 1920 "sur la suppression de l'analphabétisme dans la population de la République socialiste fédérative soviétique de Russie" qui a rendu obligatoire l'acquisition du rudiment. Il est souligné que cette obligation répond aux vœux de la population, avide de s'instruire, et que les analphabètes manifestent spontanément le désir d'apprendre. La Biélorussie, la Roumanie et l'Ukraine soulignent également que c'est l'application d'une législation rendant l'enseignement obligatoire pour tous pendant une assez longue période qui leur a permis de vaincre l'analphabétisme.

C'est un fait historique que l'institution d'un enseignement primaire obligatoire pour tous est le premier et le plus sûr moyen de combattre l'analphabétisme.

Législation relative à l'alphabétisation des adultes

Dans la majorité des 54 pays qui ont répondu au questionnaire, il n'existe pas de législation obligeant les citoyens à apprendre à lire et à écrire. Les gouvernements intéressés insistent sur le fait qu'ils ont surtout recours à la persuasion.

En Equateur, en Indonésie et en Turquie, la loi rend l'alphabétisation obligatoire pour tous les citoyens. En Argentine et en Belgique, tous les hommes qui accomplissent leur service militaire doivent apprendre à lire et à écrire. La Belgique étend cette obligation à tous les détenus des établissements pénitentiaires. L'Afghanistan signale l'adoption d'un "Code pour l'élimination de l'analphabétisme" et la Bulgarie mentionne deux décrets ayant pour objet de faire disparaître l'analphabétisme. Au Cambodge, une loi votée en 1955 porte création de la Direction nationale de l'éducation de base (y compris l'enseignement de la lecture et de l'écriture). En Egypte, en Grèce, à Haïti, en Hongrie, au Mexique et au Viet-Nam, il existe une législation relative à l'administration des cours d'alphabétisation pour adultes. L'Arabie Saoudite, la Chine, l'Espagne, l'Italie, les Philippines et la Pologne signalent l'existence d'une législation nationale relative à l'alphabétisation, sans donner de détails.

Organisation des cours d'alphabétisation

D'après les réponses reçues, les pays organisent des cours d'alphabétisation suivant leurs ressources et leurs besoins respectifs. Les Etats-Unis d'Amérique signalent que tous les Etats organisent de tels cours, mais ils le font surtout dans les grandes villes. En Hongrie, au contraire, les cours sont le plus souvent donnés dans les régions rurales. En Espagne, la plupart des cours d'alphabétisation s'adressent à la population du sud du pays, où le taux d'analphabétisme est particulièrement élevé.

En Bulgarie, des cours sont organisés partout où les sept huitièmes au moins de la population sont analphabètes; en France, partout où dix personnes, et en Pologne, partout où cinq personnes, en font la demande.

Au Ruanda-Urundi, les cours d'alphabétisation ont lieu dans les "chapelles-écoles" des Missions et des cours du soir se donnent, à l'intention des adultes, dans les écoles primaires.

La moitié environ des pays ayant répondu au questionnaire organisent des cours spéciaux d'alphabétisation pour certains groupes de la population : militaires, détenus, immigrants, réfugiés. D'autres organisent des cours spéciaux d'alphabétisation pour des groupes d'analphabètes très dispersés : pêcheurs de haute mer (Cuba), familles isolées (Canada et Viet-Nam).

Presque tous les pays indiquent que les écoles servent de centres d'alphabétisation - sauf dans les cas des militaires, qui sont instruits dans les casernes. Les cours ont lieu le soir, ou en dehors des heures de classe. Des cours sont parfois donnés dans les usines ou d'autres entreprises, après la journée de travail, dans les centres communautaires, les centres sociaux, les salles des fêtes des villages, et même dans les prisons.

Administration

Dans plus de 75 p. 100 des pays qui ont répondu au questionnaire, les programmes d'alphabétisation des adultes relèvent du Ministère de l'éducation et sont appliqués par les autorités nationales, régionales et locales. En Afghanistan, en Inde et en Indonésie, les programmes d'alphabétisation font partie des plans nationaux de développement.

Les réponses montrent aussi que, dans plus de 75 p. 100 des pays considérés, le programme d'alphabétisation s'insère dans un programme général de développement social ou communautaire.

Des organisations non gouvernementales et des institutions privées prêtent sans relâche dans de nombreuses régions du monde un précieux concours pour entreprendre et poursuivre l'exécution de programmes. Parfois, elles organisent et dirigent elles-mêmes des campagnes d'alphabétisation (Bolivie, Canada, Grèce, Togo), ou elles contribuent au financement de telles campagnes - comme aux Philippines, où des groupes privés recueillent des fonds pour l'indemnisation des moniteurs bénévoles. Très souvent (Cambodge, France, Haïti, Jordanie, Pologne, Tunisie), elles incitent et encouragent les adultes analphabètes à s'inscrire à des cours d'alphabétisation.

Stimulants

Les facteurs qui incitent les gens à suivre des cours d'alphabétisation sont les suivants :

- i) Position sociale; sentiments religieux et civiques; avantage social de pouvoir, une fois alphabétisé, participer directement à l'administration locale et collaborer activement avec les dirigeants locaux;
- ii) Institution de l'enseignement primaire obligatoire (cette mesure présente le double avantage de réduire le taux d'analphabétisme et d'inciter les parents à s'instruire "pour ne pas être en retard sur leurs enfants");

/...

- iii) Emulation entre villages;
- iv) Attribution de "témoignages d'instruction"; insignes, médailles et certificats;
- v) Gratuité des cours; distribution gratuite (ou vente à très bas prix) de livres, fournitures et articles ménagers aux élèves des cours d'alphabétisation; distribution d'articles agricoles, y compris des semences;
- vi) Publication des noms des élèves ayant suivi le cours avec succès;
- vii) Perspective d'un meilleur emploi, d'un recrutement préférentiel pour certains postes, de salaires plus élevés;
- viii) Désir de pouvoir correspondre par lettres - en particulier chez les personnes que leur travail retient loin de leurs foyers;
- ix) Application de sanctions aux analphabètes (interdiction d'assister à des manifestations publiques et récréatives, poursuites judiciaires pour non-fréquentation des cours d'alphabétisation). Deux pays seulement ont mentionné des mesures coercitives de ce genre.
- x) Simple désir de savoir lire et écrire.

Divers moyens d'information permettent d'exercer une action stimulante : conversations privées, discussions en groupe et conférences, soirées littéraires et poétiques; annonces sur la voie publique, dans les églises, par émissions et camions radiophoniques; débats, expositions et festivals; utilisation d'enregistrements, de films, de films fixes; propagande par voie d'affiches et de presse.

Langues utilisées pour l'alphabétisation

Plus de la moitié des pays qui ont répondu au questionnaire sont plurilingues. L'enseignement est donné dans la langue maternelle chaque fois que possible (Iran, Italie, Pologne, Rhodésie du Sud). Dans certains pays (Ghana, Indonésie, Soudan), la diversité des langues vernaculaires est telle qu'il est impossible d'organiser des cours d'alphabétisation pour tous les groupes linguistiques ou de former dans tous les cas des classes homogènes du point de vue linguistique.

En Inde, "les langues ne constituent pas une difficulté, en dépit de leur multiplicité. En effet, chacune d'elles est parlée par un très grand nombre d'individus et les programmes d'alphabétisation peuvent être organisés en conséquence".

Aux Philippines, en revanche, "l'existence de huit langues principales et de 84 dialectes pose des problèmes complexes en ce qui concerne la production de matériel d'alphabétisation". En Iran également, "l'expansion est freinée par la multiplicité des langues en usage : le persan, le turc, l'arabe, l'arménien, le kurde et plusieurs dialectes".

Dans les cas de ce genre, il semble que chaque pays cherche lui-même à résoudre au mieux le problème de la langue ou des langues d'instruction, et décide à quel stade il convient de recourir à une langue de plus large diffusion ou à une langue officielle.

La Nigéria, dont la langue officielle est l'anglais, peut être citée comme exemple à cet égard. A Lagos, la capitale fédérale, les cours d'alphabétisation ont lieu en yorouba, en haoussa et en anglais. Dans la Nigéria orientale, ils ont lieu en ibo et en efik, l'anglais étant enseigné aux adultes déjà alphabétisés. Les cours d'alphabétisation sont faits dans 23 langues dans la Nigéria septentrionale et dans dix langues dans la Nigéria occidentale. L'anglais n'est utilisé que lorsque les élèves ont appris à lire dans leur langue maternelle.

Personnel

Pour la plupart des programmes d'alphabétisation, on fait appel au personnel de l'enseignement public pour fournir les cadres administratifs et techniques, les inspecteurs, les professeurs des cours de formation de moniteurs et les professeurs des cours d'adultes. Dans certains cas, les enseignants reçoivent une rémunération spéciale pour ce travail. En règle générale, on rembourse leurs dépenses aux instituteurs et aux moniteurs volontaires non rémunérés.

Aux Etats-Unis d'Amérique, en Grèce, en Israël, en Italie, en Jordanie et dans la Nigéria, certains cours d'alphabétisation pour adultes sont assurés par du personnel à plein temps, rémunéré en conséquence.

Matériel et moyens d'enseignement

Le tableau ci-après résume les réponses aux questions concernant l'équipement et le matériel d'enseignement et l'emploi d'auxiliaires audio-visuels (tableau III).

Tableau III
Matériel d'enseignement

Pays	Matériel d'enseignement utilisé						Matériel d'enseignement et auxiliaires audio-visuels fournis par :	Livres et matériel d'enseignement		Production		Distribution	
	Premiers livres de lecture	Livres de lecture complémentaires	Matériel d'écriture	Radio	Télévision	Cinéma		Fournis gratuitement aux maîtres et aux élèves	Fournis dans d'autres conditions	Assurée par un organisme central	Assurée par des imprimeurs et éditeurs privés	Assurée par des organismes centraux, régionaux et de district	Assurée par d'autres moyens
Afghanistan	●	●		●		●		●		●		●	
Arabie saoudite							Organismes de district	●					
Argentine	●							●			●	●	
Belgique	●							●					
Bulgarie	●	●	●	●		●	Ministère de l'éducation	●		●		●	
Cambodge				Tout est fait par les maîtres eux-mêmes									
Canada	●	●		●		●	Ministère du Nord canadien et des ressources naturelles	●		●		●	
Ceylan	●	●	●				Département de l'éducation		●		●		●
Chine	●	●	●			●	Gouvernement	●			●		●
Chypre	●	●	●				Département de l'éducation et comités scolaires	●		●		●	
Cuba	●	●	●	●	●	●	Ministère de l'éducation	●		●		●	
Equateur	●	●						●		●		●	
Espagne	●	●					Ministère de l'éducation nationale	●			●		
Etats-Unis d'Amérique	●	●	●	●	●	●	Organismes publics ou privés patronnant les cours	●	●		●		
Fédération de Malaisie	●	●					Division de l'éducation des adultes		●		●	●	
France							Subventions de l'Etat						

Pays	Matériel d'enseignement utilisé						Matériel d'enseigne- ment et auxiliaires audio-visuels fournis par :	Livres et matériel d'ensei- gnement		Produc- tion	Distri- bution		
	Premiers livres de lecture	Livres de lecture complémentaires	Matériel d'écriture	Radio	Télévision	Cinéma		Fournis gratuitement aux maîtres et aux élèves	Fournis dans d'autres conditions		Assurée par un organisme central	Assurée par des imprimeurs et éditeurs privés	Assurée par des organismes cen- traux, régionaux et de district
Ghana	●	●	●				Département du bien- être social et du développement communautaire		●		●	●	
Grèce	●	●	●	●		●	L'Etat, les collec- tivités locales et les organismes privés	●	●	●	●	●	
Hongrie	●			●				●	●	●		●	
Inde	●	●					Gouvernement ou pouvoirs locaux	●		●		●	
Indonésie	●						Département de l'éducation commu- nautaire ou produc- tion sur place	●			●	●	
Iran	●	●	●				Ministère de l'édu- cation nationale et organisations privées	●	●	●		●	
Israël	●	●					Division de l'ins- truction populaire	●			●	●	
Italie	●	●	●	●	●	●	Autorités scolaires	●				●	
Jordanie	●	●	●				Organismes patron- nant les cours ou collectivités locales	50 % grat.			●		●
Madagascar	●	●						●		●	●		●

Pays	Matériel d'enseignement utilisé						Matériel d'enseigne- ment et auxiliaires audio-visuels fournis par :	Livres et matériel d'ensei- gnement		Produc- tion		Distri- bution	
	Premiers livres de lecture	Livres de lecture complémentaires	Matériel d'écriture	Radio	Télévision	Cinéma		Fournis gratuitement aux maîtres et aux élèves	Fournis dans d'autres conditions	Assurée par un organisme central	Assurée par des imprimeurs et éditeurs privés	Assurée par des organismes cen- traux, régionaux et de district	Assurée par d'autres moyens
Mexique	●	●	●				Direction générale de l'enseignement	●		●		●	
Niger	●			●			Gouvernement						
Nigeria	●	●	●				Administration cen- trale et organismes relevant des pou- voirs locaux		●		●	●	
Nouvelle-Guinée néerlandaise	●						Gouvernement		●		●		
Pakistan	●	●	●			●	Institut Lalamuca, etc.						
Panama	●							●			●	●	
Philippines	●	●	●				Direction générale de l'enseignement	●	●	●		●	
Pologne	●	●								●			
République arabe unie	●	●	●	●	●	●	Ministère de l'éducation	●		●	●	●	
Rhodésie du sud	●								●			●	
Singapour	●								●		●		●
Soudan	●	●	●				Ministère de l'édu- cation et conseils ruraux		●	●		●	
Togo	●	●		●		●	Ministère des affaires sociales		●		●		●
Tunisie	●	●	●	●		●	Secrétariat d'Etat	●		●		●	

Pays	Matériel d'enseignement utilisé						Matériel d'enseigne- ment et auxiliaires audio-visuels fournis par :	Livres et matériel d'ensei- gnement		Produc- tion	Distri- bution		
	Premiers livres de lecture	Livres de lecture complémentaires	Matériel d'écriture	Radio	Télévision	Cinéma		Fournis gratuitement aux maîtres et aux élèves	Fournis dans d'autres conditions		Assurée par un organisme central	Assurée par des imprimeurs et éditeurs privés	Assurée par des organismes cen- traux, régionaux et de district
Turquie	●	●		●		●	Ecoles ou orga- nismes locaux compétents	●	●	●		●	
Venezuela	●	●					Ministère de l'éducation	●		●		●	
Viet-Nam (Rép. du)	●	●	●				Comités d'alpha- bétisation	●	●		●	●	

Dans la plupart des pays, on utilise le plus souvent le tableau noir, en bois ou en matière plastique, les alphabets muraux, les tableaux de feutre, les cartes mnémoniques (panneaux-éclairés), les livres d'images et d'autres auxiliaires visuels sont également utilisés à l'occasion, par des maîtres spécialement zélés. Les affiches, les films et les disques ont un effet stimulant très utile; mais comme ils sont coûteux et difficiles à transporter dans la plupart des régions, leur emploi reste assez limité. Les films, les films fixes et les diapositives ne sont utilisés que pour les activités complémentaires et non pour enseigner à lire et à écrire.

On a souvent recours à la radio pour stimuler l'intérêt et inciter les gens à s'instruire. Au Viet-Nam, par exemple, il existe "un cours d'une heure par semaine, organisé par des personnes d'origine chinoise et diffusé sur les antennes de la Radiodiffusion nationale". La radio d'Israël fait des émissions en hébreu simple à l'intention des nouveaux alphabètes. En Espagne, il y a des émissions de "vulgarisation culturelle". L'Inde fait grand usage de la radio pour l'éducation sociale et la lutte contre l'analphabétisme.

Le Niger signale qu'une campagne expérimentale d'alphabétisation par radio a eu lieu de novembre 1960 à mai 1961. Pour cette campagne, on a utilisé la méthode "Chicot-Meyer", déjà expérimentée au Tchad et au Cameroun, en l'adaptant aux besoins particuliers de la population nigérienne. Un rapport détaillé sur cette expérience a été envoyé au Secrétariat de l'UNESCO.

Au Canada, la radio est utilisée pour les cours d'alphabétisation qui s'adressent aux Indiens.

L'Italie et le Mexique utilisent la télévision pour l'instruction des alphabètes; mais d'après les réponses de ces pays, ils ne le font encore que dans une mesure limitée. Au Pakistan, la Commission de l'éducation nationale a recommandé l'emploi de la télévision, mais au moment où elle a rédigé sa réponse, on n'avait pas encore donné suite à cette recommandation. La République arabe unie indique dans sa réponse que : "le Département des émissions éducatives du Service de radio-diffusion et de télévision doit organiser très prochainement des cours télévisés".

Activités de postalphabétisation et services auxiliaires

Matériel de lecture

La plupart des pays mettent l'accent principal sur la distribution de textes de lecture aux nouveaux alphabètes et sur l'organisation de séances de travail collectif. Le matériel de lecture comprend des manuels élémentaires, des brochures illustrées, des affiches, des journaux muraux et des périodiques illustrés.

Cours spéciaux et participation à des activités de groupe

Dans certains pays, les activités de postalphabétisation comprennent principalement des cours complémentaires de lecture et d'écriture, de développement communautaire, d'instruction civique, de langues ou d'éducation générale, parfois complétés par des occupations d'ordre culturel.

Il existe aussi des cours complémentaires en Bulgarie, à Chypre, en France, en Inde et en Jordanie; ces pays organisent en outre des cercles de lecture pour nouveaux alphabètes, afin d'encourager ces derniers à participer à l'activité des organisations civiques et autres associations.

En Nouvelle-Guinée, indépendamment des activités de ce genre, il arrive souvent que l'instituteur du village, sa femme et les membres des services sociaux forment une petite équipe autour de laquelle les habitants du village se groupent pour acquérir une certaine instruction. Dans les villes et dans les villages importants, il existe aussi des clubs féminins.

Services de bibliothèque

Le Canada, l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique organisent, aux fins de postalphabétisation des activités aussi nombreuses que diverses. La République arabe unie et l'Italie mentionnent à ce propos les visites de musées. Ce sont toutefois les bibliothèques qui sont le plus largement utilisées dans le cadre des programmes d'alphabétisation.

Dans sept pays, il n'y a ni services spéciaux de bibliothèques pour nouveaux alphabètes, ni programme de publication de textes de lecture à l'intention des adultes. Mais trois de ces pays reconnaissent que les bibliothèques peuvent jouer un rôle important dans la diffusion de l'instruction; deux d'entre eux (Haïti et le Soudan) s'occupent activement de créer des services de bibliothèques pour nouveaux alphabètes. Les pays mentionnés dans le tableau ci-après ont tous

/...

recours à des bibliothèques d'un genre ou d'un autre pour atteindre les objectifs de leurs programmes d'alphabétisation (tableau IV).

Recherches et évaluation

Certains pays font de plus en plus de recherches pour déterminer l'état d'avancement et l'efficacité de leurs campagnes d'alphabétisation et pour accroître cette efficacité et hâter le rythme des progrès. Les indications fournies à ce sujet montrent très clairement la valeur de ces recherches. Dans sa réponse, la Tunisie déclare : "Les recherches entreprises nous ont amenés à reviser la conception des manuels de lecture et d'exercices jusque là surchargés de mots nouveaux, de répétitions inutiles qui alourdissaient le style et faisaient perdre au texte la vie et l'intérêt qu'il doit susciter auprès des adultes".

La Malaisie signale que la Division de l'éducation des adultes a abandonné sa méthode initiale d'enseignement pour une nouvelle méthode qui s'est révélée plus efficace. A Ceylan, on a constaté que les films et les films fixes n'intéressent que médiocrement les adultes parce que les commentaires sont en anglais; il faut les traduire en cingalais ou en tamoul pour accroître leur effet sur le public. L'Egypte a mis au point des méthodes pédagogiques plus efficaces à la suite de travaux de recherche et d'évaluation. La Hongrie a publié un manuel concernant les travaux de recherche qu'elle a consacrés aux méthodes et techniques d'alphabétisation.

Financement

Le mode de financement des campagnes nationales d'alphabétisation varie beaucoup. Dans quelques pays, les frais en sont entièrement couverts par l'Etat; dans d'autres, les fonds nécessaires sont fournis en partie par l'Etat, en partie par les administrations locales, des comités, des organisations privées, à moins qu'ils ne proviennent d'une aide étrangère.

Projets pour l'avenir

Quatre pays seulement ont indiqué qu'ils n'ont pas de projets déterminés pour l'avenir en matière d'alphabétisation. En France et en Hongrie, les plans concernant surtout l'organisation de cours complémentaires, d'un niveau supérieur à celui des cours d'alphabétisation proprement dits. L'Indonésie envisage

/...

Tableau IV

Services de bibliothèques

Pays	Bibliothèques itinérantes "bibliobus"	Collections itinérantes caisses-bibliothèques	Petites bibliothèques de village, salles de lecture	Bibliothèques publiques	Bibliothèques scolaires	Bibliothèques populaires pour ex-illettrés sous le patronage du gouvernement
Arabie Saoudite				x		
Argentine				x		
Bulgarie	x			x		
Cambodge			x			
Canada				x	x	
Chine	x			x		
Chypre						x
Côte française des Somalis				x		
Cuba						
Espagne	x			x		
Etats-Unis d'Amérique	x			x		
Fédération de Malaisie	x		x			
Ghana	x			x		
Grèce	x		x			
Guadeloupe	x					
Hongrie	x			x		
Inde						/...

Pays	Bibliothèques itinérantes "bibliobus"	Collections itinérantes caisses-bibliothèques	Petites bibliothèques de village, salles de lecture	Bibliothèques publiques	Bibliothèques scolaires	Bibliothèques populaires pour ex-illettrés sous le patronage du gouvernement
Indonésie		x	x			
Iran						x
Israël	x					
Italie	x					x
Jordanie	x				x	
Madagascar			x			
Mexique	x					x
Nigéria			x	x		
Nouvelle-Guinée néerlandaise						x
Panama			x			
Pologne				x		
République arabe unie				x		
Rhodésie du sud		x				
Singapour	x			x		
Soudan			x			
Tunisie	x			x		
Turquie	x		x			
Venezuela	x					
Viet-Nam (République du)						x

d'intensifier sa campagne d'alphabétisation pour que l'analphabétisme ait entièrement disparu en 1964. Israël espère éliminer l'analphabétisme dans les cinq années à venir; pour accélérer le processus, on a proposé de faire voter une loi obligeant les adultes, jusqu'à un certain âge, à apprendre à lire et à écrire.

Les réponses de la plupart des autres pays annoncent le maintien du système actuel ou l'intensification des activités en cours. Les pays qui envisagent une extension des activités, avec l'aide d'un personnel accru, indiquent généralement que les crédits devront être augmentés. Le Canada, Ceylan, l'Egypte, la France, la Grèce, l'Indonésie, Madagascar, la Malaisie, le Mexique, la Nigéria, le Soudan et la Turquie signalent l'existence de plans précis pour le perfectionnement du personnel en cours d'emploi plutôt que pour la formation à plein temps.

Obstacles aux campagnes d'alphabétisation

Sur les 54 pays ayant répondu au questionnaire, 45 sont des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, qui ont à peu près la même proportion d'analphabètes (cinq septièmes de la population). Leur population a besoin d'être alphabétisée et de bénéficier d'autres formes d'éducation communautaire pour pouvoir jouer le rôle nouveau qui lui incombe dans le développement rapide de ces pays. Les réponses soulignent la nécessité de mettre en valeur toutes les ressources du pays, ressources humaines aussi bien que matérielles, et reconnaissent que l'action entreprise à cette fin demeure très insuffisante.

Les Ministres de l'éducation des pays africains, réunis en conférence à Addis-Abéba en mai 1961, ont inscrit l'alphabétisation des adultes au premier rang des activités d'ordre éducatif qu'exige le développement économique et social de la région. Les pays participants ont fixé l'ordre de priorité à observer dans l'institution d'un enseignement équilibré; d'après leurs plans, l'enseignement primaire sera universel et gratuit dans un délai de vingt ans, et l'éducation des adultes bénéficiera d'une attention particulière.

Les Ministres de l'éducation des pays d'Asie qui se sont réunis à Tokyo en avril 1962 ont étudié le Plan de Karachi dans ses rapports avec les plans généraux du développement économique et social. Ils ont abouti à la conclusion suivante :

/...

"Le Plan de Karachi relatif à l'enseignement primaire demande à être étendu de manière à embrasser dans chacun de nos pays tous les degrés de l'enseignement - primaire, secondaire, supérieur, sans oublier l'éducation des adultes. Un tel programme général d'action demande à être complété par intégration, dans chaque pays, au plan national d'ensemble... de manière... qu'il assure à l'enseignement, dans le délai dont on est convenu, la structure la plus conforme aux vœux de la population et aux exigences de la croissance économique."

Absence de motivation

Les rapports provenant de toutes les régions montrent que, bien que les adultes expriment souvent le désir d'apprendre à lire et à écrire et bien que - en particulier là où des campagnes d'alphabétisation sont en cours - les classes d'alphabétisation soient au début suivies avec enthousiasme, la fréquentation de ces classes diminue souvent par la suite. Il ne reste finalement que les hommes et les femmes qui, pour des raisons qui leur sont personnelles, éprouvent réellement le besoin d'apprendre à lire et à écrire. Le Viet-Nam, dans sa réponse, évoque dans les termes suivants un des facteurs dont dépend la volonté d'apprendre :

"Les gens vraiment pauvres qui ont une nombreuse famille et doivent travailler dur pour leur bolée de riz quotidienne ne s'intéressent guère à l'alphabétisation".

Quelle que soit la façon dont on souligne, aux conférences internationales, l'importance de l'alphabétisation, l'élément essentiel de la situation - et souvent le principal obstacle à l'alphabétisation universelle - est en dernière analyse l'absence, dans la nation, d'une réelle volonté de secouer son inertie.

Manque de personnel

Il est maintes fois fait mention, dans les réponses, du manque de personnel enseignant qualifié pour les cours d'alphabétisation. Certains pays ont indiqué qu'ils s'efforcent déjà de remédier à cette situation en faisant figurer aux programmes des écoles normales d'instituteurs des cours sur les méthodes d'alphabétisation des adultes. Il apparaît toutefois que, même dans les cas les plus favorables, les instituteurs sont insuffisamment rétribués et doivent souvent

s'acquitter de la tâche supplémentaire que constitue l'alphabétisation des adultes sans recevoir ni rémunération supplémentaire, ni compensation. L'inspection est généralement assurée - lorsqu'elle existe - par des inspecteurs scolaires, également en plus de leur activité normale.

Plus grave encore que le manque d'enseignants et d'inspecteurs est sans doute la pénurie, parfois l'absence totale, de spécialistes qualifiés pour les "services auxiliaires" des programmes nationaux d'alphabétisation : formation de maîtres pour l'éducation des adultes, élaboration de manuels et d'auxiliaires de l'enseignement adaptés aux besoins des adultes, production de matériel audio-visuel et de programmes radiophoniques, recherches éducatives et linguistiques de base, évaluation.

Absence de structure administrative

Dans la plupart des pays, les programmes d'alphabétisation sont administrés par le Ministère de l'éducation, et c'est surtout l'enseignement primaire qui fournit les locaux et le personnel enseignant pour les cours d'alphabétisation. Même lorsque le Ministère de l'éducation et les autorités scolaires acceptent en fait la responsabilité de l'alphabétisation des adultes, ils n'accordent généralement à celle-ci que très peu d'importance relativement à leur tâche essentielle, c'est-à-dire le développement de l'enseignement proprement dit. Il est rare qu'il existe un service d'alphabétisation ou d'éducation des adultes doté d'un personnel suffisant, et plus rare encore que ce service dispose d'assez de locaux, de maîtres et de matériel d'enseignement pour bien s'acquitter de sa tâche.

Dans de nombreux pays, le Ministère de l'éducation n'assume aucune responsabilité en ce qui concerne l'alphabétisation et l'éducation des adultes. Dans certains cas, des programmes d'alphabétisation sont appliqués par le Ministère des affaires rurales, ou par les services de la prévoyance sociale ou du développement communautaire. Ces programmes sont fréquemment appliqués à peu près ou complètement en dehors du système d'enseignement du pays, bien qu'il y ait avantage à rattacher étroitement de tels programmes aux plans de développement communautaire, leur valeur serait bien plus grande s'ils étaient intégrés comme il convient aux plans nationaux relatifs à l'enseignement.

La situation est moins satisfaisante encore dans les nombreux pays où aucun ministère ou service gouvernemental n'assume la responsabilité de l'alphabétisation des adultes; cette tâche incombe alors à diverses organisations privées qui s'en acquittent à titre bénévole et de façon fragmentaire, sans recevoir aucune aide officielle. Si les organisations non gouvernementales peuvent et doivent apporter dans ce domaine une contribution capitale, elles sont rarement en mesure de le faire sans l'appui politique, technique et financier du gouvernement.

L'absence d'une structure administrative efficace pour l'alphabétisation des adultes a pour conséquence naturelle un manque général de services techniques pour les recherches et études de base, la formation du personnel technique et du personnel enseignant, et la production de matériel d'enseignement et de textes de lecture.

Insuffisance des moyens financiers

L'absence d'une structure administrative efficace pour l'alphabétisation des adultes va naturellement de pair avec l'insuffisance générale des crédits. Dans de nombreux pays, il n'existe pas de budget spécial pour l'alphabétisation des adultes, et dans beaucoup d'autres, les crédits prévus sont absolument insuffisants.

On lit dans le Plan de développement de l'éducation en Afrique établi par la Conférence d'Addis-Abéba :

"Compte tenu du taux élevé de l'analphabétisme et du nombre insuffisant des écoles, les Etats africains devraient accorder une importance spéciale à l'éducation des adultes et aux activités de jeunesse, qui ont une incidence directe sur le développement économique et social. Il leur faudra donc organiser des programmes d'alphabétisation des adultes et d'éducation populaire ... On n'a pas essayé d'évaluer le coût de ces activités, qui sera très variable d'un pays à l'autre, mais on a prévu l'affectation à l'éducation des adultes et aux programmes analogues d'une somme égale à 5 p. 100 du coût estimé du plan à court terme et du plan à long terme."

Malgré cette tentative de planification, les sept pays d'Afrique qui ont répondu au questionnaire ont tous mentionné le problème financier comme un obstacle majeur. Il en est de même, en règle générale, dans les autres régions où le taux d'analphabétisme est particulièrement élevé. On analyse dans la troisième partie du présent document la question du financement des programmes d'alphabétisation.

Divers genres de campagnes d'alphabétisation des adultes

Les réponses au questionnaire montrent que les campagnes nationales d'alphabétisation qui sont destinées à satisfaire, et qui sont généralement dues, aux exigences pressantes de mouvements politiques ou sociaux, prennent deux formes principales :

i) Campagnes intensives dont l'objectif doit être atteint dans un délai fixé

On en trouve un exemple à Cuba où, en 1959, le Ministère de l'éducation du Gouvernement révolutionnaire a lancé une attaque massive, visant à éliminer l'analphabétisme dans le délai d'un an. Selon des indications récemment fournies à l'UNESCO par le Gouvernement cubain 707 212 adultes ont appris à lire et à écrire en 1961 au cours de la campagne pour l'élimination de l'analphabétisme menée dans l'île au titre de l'"Année de l'éducation". En 1961, le Gouvernement évaluait à 979 207 le nombre des analphabètes à Cuba; en 1962, ce chiffre est tombé à 271 995, ce qui représente 3,9 p. 100 de la population âgée de plus de dix ans (au lieu de 17,7 p. 100 d'après la réponse au questionnaire de 1961). Cuba se trouve à cet égard sur le même pied que des pays comme la Suisse, la France, l'URSS, la Tchécoslovaquie et le Japon. Les critères d'alphabétisation utilisés n'ont pas été précisés.

D'après les indications fournies par Cuba, des personnes de toutes conditions ont formé un corps de 271 000 éducateurs bénévoles dont 35 000 instituteurs de métier, 121 000 "moniteurs populaires" et 115 000 membres de brigades spéciales d'éducation. Des enseignants de Costa Rica, du Brésil, du Mexique, de l'Uruguay et de Panama ont aussi participé à cette campagne.

C'est le Ministère de l'éducation du Gouvernement révolutionnaire qui a dirigé la campagne par l'intermédiaire d'un Comité national d'alphabétisation composé de représentants du Ministère de l'éducation, du Syndicat des instituteurs, de la Confédération des travailleurs pour la Révolution cubaine, de la Fédération des femmes cubaines, de l'Association des jeunes rebelles, des Comités de défense de la révolution, des Fédérations d'étudiants, de l'Association nationale des petits exploitants agricoles, et du Ministère des forces armées révolutionnaires.

/...

D'après la documentation^{1/} qui accompagnait la réponse de Cuba, les objectifs de la campagne d'alphabétisation étaient les suivants : "en premier lieu - et surtout - éliminer l'analphabétisme dans les régions les plus isolées et les plus difficiles du pays; deuxièmement, contribuer à renforcer la conscience révolutionnaire chez les paysans; enfin, assurer une meilleure intégration de la population grâce à la participation active des 'brigadistas' à la vie du pays".

Les nouveaux alphabètes sont encouragés à suivre des cours complémentaires, car la campagne d'alphabétisation est considérée uniquement comme une première étape dans l'éducation de la population.

ii) Campagnes d'alphabétisation intégrées à un plan général d'éducation et de développement

Le programme d'alphabétisation des Philippines illustre cette seconde façon d'aborder le problème. Dans ce pays, au lieu de lancer une campagne pour éliminer l'analphabétisme dans un délai déterminé, on utilise les moyens qu'offre le système national d'enseignement. La participation aux cours d'alphabétisation est facultative, mais les analphabètes sont encouragés à suivre le cours élémentaire de 60 heures et à s'inscrire aux cours complémentaires.

Dans la réponse des Philippines à l'UNESCO, il est dit :

"Depuis qu'en 1947, le Service de l'éducation des adultes a été rattaché à la Direction de l'enseignement public sous le titre de Division de l'éducation des adultes, une nouvelle impulsion a été donnée à l'alphabétisation, grâce à l'organisation de cours d'alphabétisation et à l'application de la méthode : 'A chacun son élève'. Grâce à cette action, le taux d'analphabétisme est tombé d'environ 50 p. 100 avant la deuxième guerre mondiale (1941) à 25 p. 100 en 1957. L'alphabétisation comprend non seulement l'instruction élémentaire (lecture, écriture, arithmétique), mais aussi les différents aspects de l'éducation communautaire."

Sous l'autorité de la Direction de l'enseignement public, la Division de l'éducation des adultes et de l'éducation communautaire est chargée de l'application du programme d'alphabétisation. Elle collabore aussi avec la Direction des prisons

^{1/} Cuba : del Brigadista. Ejercito de Alfabetizadores Año de la Educación, 1961.

et avec diverses organisations non gouvernementales, notamment la Fédération nationale des clubs féminins, le Conseil national de coordination des mouvements de jeunesse, la Fédération philippine des Eglises chrétiennes et les organismes d'action sociale et communautaire.

Les objectifs de l'alphabétisation aux Philippines sont définis comme suit :

"Rendre les gens conscients de leurs problèmes; leur donner plaisir à résoudre ces problèmes, à acquérir de nouvelles compétences, à participer au progrès et aux changements qui se produisent autour d'eux; leur donner une nouvelle conception de la vie, propre à assurer le progrès démocratique, le relèvement économique et l'amélioration des mœurs; faire qu'ils tirent une plus grande satisfaction de la vie sous tous ses aspects."

A la Conférence de Santiago du Chili sur l'éducation et le développement économique et social en Amérique latine (mars 1962), on a discuté de la différence qui existe forcément entre un plan gouvernemental d'urgence comme celui de Cuba et un programme d'application relativement lente comme celui des Philippines. Un des délégués a déclaré^{1/} :

"Une campagne d'alphabétisation doit... inspirer à l'homme un sentiment assez profond de ses insuffisances pour vaincre sa répugnance à les corriger. La propagande et même la persuasion ne peuvent atteindre ce but. Ce qu'il faut, c'est un processus plus lent, entraînant une modification fondamentale du mode de vie de façon à permettre aux intéressés de découvrir à la fois l'étendue de leurs insuffisances et leur capacité à y remédier.

"Les campagnes d'alphabétisation ne peuvent échouer si elles suscitent cette conviction intérieure et provoquent cette confrontation avec la réalité, car cela signifie qu'elles se traduisent par un effort du sujet lui-même. Lorsqu'on en est arrivé à ce stade, les pressions et les stimulants extérieurs deviennent inutiles."

^{1/} UNESCO/ED/CEDES/5 (Distribution limitée) : L'analphabétisme en Amérique latine, par Julio Castro.

DEUXIEME PARTIE

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES PROGRAMMES NATIONAUX D'ALPHABETISATION

Introduction : L'alphabétisation pendant la Décennie du développement

La Décennie des Nations Unies pour le développement vient de commencer. Au cours de ces dix années, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées se sont engagées à mettre en commun leurs efforts et les enseignements de leur expérience pendant les dix années qui vont suivre, pour livrer un combat impitoyable à la maladie, la faim, l'ignorance et la misère. Les gouvernements des Etats Membres des Nations Unies ont solennellement approuvé ce programme, et chacune des institutions spécialisées s'est engagée à le soutenir avec ardeur.

Rien que pour lutter contre l'ignorance et l'analphabétisme, il faudra déployer des efforts considérables. Les statistiques dont on dispose révèlent qu'en moyenne près de 50 p. 100 des adultes sont illettrés et que dans certaines régions la proportion est de 70 à 80 p. 100 et même davantage; au total, cela représente plus de 700 millions d'individus. L'accroissement rapide de la population mondiale, joint à l'inévitable délai qui sera nécessaire pour mener à bien les projets d'universalisation de l'enseignement primaire, ne laisse aucun doute sur le fait que ce nombre tendra à augmenter plutôt qu'à diminuer au cours de la Décennie du développement, à moins qu'on ne prenne immédiatement d'énergiques mesures pour éliminer l'analphabétisme des adultes. En 1900, la population mondiale était évaluée à 1 550 millions d'êtres humains et, au taux actuel d'accroissement, on pense qu'elle pourra atteindre 6 milliards en l'an 2000. C'est pourquoi, même dans les pays où le pourcentage des analphabètes diminue, il arrive parfois que le nombre absolu des analphabètes aille en augmentant. Il est indispensable et urgent d'arrêter cet accroissement.

En Afrique, en Asie et en Amérique latine, de vastes programmes d'expansion des systèmes scolaires sont mis en oeuvre. Consacrant à ces programmes jusqu'à 4 p. 100 de leur produit national brut, quelque 70 pays projettent de dispenser un enseignement primaire à tous les enfants en 1980 au plus tard. L'ensemble de ces projets constitue sans aucun doute l'arme la plus puissante dont on dispose pour lutter contre l'analphabétisme.

Mais, il faut le reconnaître, si l'on ne s'attaque pas au problème que pose le nombre élevé des adultes analphabètes en même temps que l'on s'efforce d'étendre à

tous les enfants le bénéfice de l'enseignement primaire, bien des espoirs seront sans doute déçus et le succès presque certainement retardé. On ne saurait trop souligner que l'énorme masse des adultes analphabètes représente le plus gros obstacle au succès de la Décennie du développement et des plans permettant d'espérer une amélioration du niveau de vie dans l'ensemble du monde.

L'analphabète représente le grain de sable dans l'engrenage du progrès. Il reste "étranger aux affaires publiques". Ce fait ne constitue pas seulement un drame personnel pour les individus intéressés, qui ne sont pas de simples numéros anonymes, mais des êtres humains dont la dignité et les droits méritent d'être respectés : c'est aussi, pour le pays, une sorte de camisole de force économique dont il doit obligatoirement se libérer pour réaliser de véritables progrès.

Le succès de la scolarisation au niveau primaire est dangereusement compromis dans les régions où l'analphabétisme des adultes est très répandu. De nombreux enfants sont dissuadés de s'inscrire dans une école; beaucoup sont autorisés et même encouragés à en partir avant d'avoir terminé leurs études, et avant d'être pleinement alphabètes. Même lorsqu'il est possible de rendre obligatoire la fréquentation scolaire, beaucoup des enfants qui retournent vivre dans un milieu illettré oublient bientôt ce qu'ils ont appris à l'école et retombent dans l'analphabétisme. Le fait que la majorité des analphabètes soient des femmes a une influence néfaste sur la vie familiale et l'éducation des enfants. En fait, et bien que ce ne soit pas leur faute, les hommes et les femmes analphabètes freinent le développement de leur pays sans pouvoir même profiter comme ils le devraient des progrès qu'il parvient à réaliser.

Pour toutes ces raisons, on estime qu'au cours de la Décennie du développement il sera essentiel de s'attaquer simultanément au problème de l'enseignement primaire et à celui de l'alphabétisation des adultes.

Pour mobiliser les forces d'un pays en vue de lutter contre l'analphabétisme et poursuivre cette lutte jusqu'à la victoire, certaines mesures s'imposent. Il faut définir les buts et les objectifs; il faut mettre sur pied les services administratifs et organismes de soutien nécessaires; il faut développer les moyens de formation offerts aux maîtres bénévoles, à plein temps ou à temps partiel. Il faut préparer et produire l'important matériel qui est indispensable. Certain des nouveaux moyens d'enseignement actuellement utilisés tels que la radio, la

télévision, etc., sont parfois extrêmement utiles, et dans de nombreux pays on étudie actuellement le rôle qu'ils peuvent remplir.

Toutefois, eu égard à l'évolution de l'éducation, beaucoup d'éducateurs voient dans l'organisation de l'éducation permanente des adultes une nécessité pour le monde actuel. L'alphabétisme en lui-même n'est qu'une porte qui s'ouvre sur les multiples possibilités offertes par l'éducation des adultes, possibilités que les divers pays peuvent maintenant développer sans être gênés par l'existence de structures traditionnelles. C'est peut-être cette occasion offerte qui lance aujourd'hui aux éducateurs le plus passionnant des défis.

Pour mettre en oeuvre et mener à bien un programme hardi d'élimination de l'analphabétisme, il faut des ressources importantes, aussi bien en hommes qu'en matériel. Mais la lutte contre l'analphabétisme dans le monde, si essentielle et urgente soit-elle, ne constitue qu'une partie des projets visant à réaliser un grand pas en avant pendant la Décennie du développement. Les moyens et ressources utilisés pour lutter contre l'analphabétisme ne seront ni épuisés ni inutilisables lorsque la bataille sera gagnée; ils ne correspondent pas à des dépenses "exceptionnelles" visant seulement l'élimination de l'analphabétisme, mais au contraire à de véritables investissements, à l'acquisition d'instruments fondamentaux et d'usage permanent, sous forme de personnel qualifié et d'équipement matériel, qui resteront toujours d'une importance essentielle pour accroître le rythme du développement futur et élargir les possibilités de progrès.

C'est aux Etats Membres eux-mêmes qu'il incombe au premier chef d'engager une lutte énergique et efficace contre l'analphabétisme, car le succès d'une telle entreprise dépend de la mobilisation des coeurs et des esprits, et de la volonté du peuple entier. Sans cette mobilisation, soutenue par les forces nationales, d'ordre politique et administratif, conscientes de son importance, ni le simple désir de réussir ni l'aide extérieure ne permettront d'obtenir les résultats nécessaires.

Dans les paragraphes suivants, on étudie les diverses conditions requises pour l'exécution d'un programme national visant à supprimer l'analphabétisme des masses. On suppose que les plans relatifs à l'extension et à l'amélioration du système scolaire, qui existent maintenant dans la quasi-totalité des pays, seront effectivement mis en oeuvre aux fins d'alphabétiser, aussi rapidement que possible, les enfants d'âge scolaire. On appelle donc l'attention sur les problèmes posés par la

suppression de l'analphabétisme des masses adultes et on formule des recommandations concernant la planification et l'exécution des programmes d'alphabétisation des adultes.

Définitions et objectifs

Le fait d'être "alphabète" ne signifie pas seulement qu'on est capable de signer son nom et de lire et écrire quelques phrases faciles. Même la définition la plus simple - celle qui sert dans les recensements par exemple - ne devrait pas exiger moins que la définition suivante proposée par un Comité d'experts pour la normalisation des statistiques de l'éducation, réuni par l'UNESCO en 1951 :

alphabète : "personne capable de lire et d'écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec la vie quotidienne".

Lors de leur réunion, organisée par l'UNESCO en juin 1962, les membres du Comité d'experts en matière d'alphabétisation ont été unanimes à déclarer qu'il fallait prendre pour objectif l'instruction fonctionnelle, estimant que :

"Un alphabète est une personne qui a acquis les connaissances et compétences indispensables à l'exercice de toutes les activités où l'alphabétisme est nécessaire pour jouer efficacement son rôle dans son groupe et sa communauté et dont les résultats atteints en lecture, en écriture et en arithmétique sont tels, qu'ils lui permettent de continuer à mettre ces aptitudes au service de son développement propre et du développement de la communauté et de participer activement à la vie de son pays.

"Du point de vue quantitatif, on peut dire que le niveau de l'instruction fonctionnelle correspond aux aptitudes en matière de lecture, d'écriture et d'arithmétique acquises après un nombre déterminé d'années d'études primaires ou élémentaires."

Bien qu'il appelle actuellement de toute urgence une action massive, l'analphabétisme des masses ne doit pas être considéré comme un problème isolé n'exigeant que temporairement des mesures spéciales. Le fait qu'une partie si importante de la population du monde est encore analphabète montre clairement la nécessité de mettre l'accent sur cet élément particulier de l'éducation des adultes. Mais l'alphabétisation ne représente qu'une étape préliminaire donnant accès aux nombreuses possibilités de s'instruire qui doivent être offertes aux adultes pour que les programmes d'alphabétisation soient vraiment utiles.

L'alphabétisation constitue donc l'un des moyens les plus importants dont on dispose pour mettre un individu en mesure de développer au maximum toutes ses possibilités, comme de participer pleinement et d'une façon plus constructive à la vie de sa communauté, et c'est cet objectif qu'elle doit chercher à atteindre. L'alphabétisation devra marquer la première étape dans la mise en place d'un programme continu d'éducation des adultes qui devrait être conçu comme une partie intégrante de l'ensemble du système d'enseignement.

Administration et législation

C'est à chacun des gouvernements intéressés qu'incombent la planification, l'organisation et l'exécution d'un programme national d'alphabétisation. L'action gouvernementale dépend nécessairement de conditions financières et administratives, de la situation de l'enseignement au moment considéré et du niveau de développement économique du pays. Ce sont ces conditions qui déterminent si l'on peut entreprendre et appuyer l'exécution de tout un programme national d'alphabétisation ou s'il faut initialement concentrer les efforts et les ressources disponibles sur des programmes plus modestes qui, élargis, devraient finir par constituer un programme général d'alphabétisation. Dans l'idéal, l'efficacité d'un programme d'alphabétisation exige :

- i) Le vote d'un crédit suffisant par l'Assemblée nationale;
- ii) L'inclusion du programme d'alphabétisation dans les projets de développement du pays;
- iii) L'adoption, le cas échéant, de mesures législatives;
- iv) L'organisation d'une structure administrative souple et coordonnée;
- v) La création ou le renforcement des institutions nationales, régionales et locales ainsi que de leurs services annexes, y compris les moyens d'information comme la presse, la radio ou la télévision.

Le budget de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes, bien qu'il puisse rester relativement faible par rapport au budget global de l'éducation, doit tenir compte du fait que l'éducation des adultes, autant que le système scolaire, exige des services techniques efficaces, un personnel qualifié et un matériel spécial, tous éléments qu'il est impossible de se procurer lorsqu'on ne dispose pas de fonds suffisants.

La législation concernant l'alphabétisation doit en principe définir :

- i) Les obligations du gouvernement et les mesures nécessaires pour les mettre en oeuvre;
- ii) Les mesures propres à encourager les adultes à participer aux programmes d'alphabétisation, par exemple l'octroi de facilités spéciales aux travailleurs et aux employés, aux ménagères et aux mères de famille;
- iii) Le rôle du système scolaire dans l'alphabétisation des adultes, au cas où il est fait appel à lui;
- iv) Les relations entre le programme d'alphabétisation et d'éducation des adultes, d'une part, et les activités concernant le développement économique et social d'autre part.

Le Comité a reconnu que pour de nombreuses raisons l'éducation des adultes devait être essentiellement un service volontaire. La législation devra donc viser à encourager et à inciter les adultes à y participer, en leur en donnant les moyens; elle devra contenir des dispositions s'appliquant expressément à l'éducation des femmes.

La structure administrative doit permettre la collaboration entre les services officiels qui s'occupent de la santé et de l'agriculture et d'autres services techniques à tous les niveaux. Il faut aussi, chaque fois que possible, encourager les organisations non gouvernementales et les individus à fournir une assistance. Etant donné que la structure - et les autorités responsables - de l'éducation des adultes varient d'un pays à l'autre, il n'est ni possible ni souhaitable de proposer un modèle uniforme. Toutefois, pour éviter les doubles emplois et les gaspillages, il importe de mettre sur pied un mécanisme de coordination; celui-ci peut prendre la forme d'une association ou d'une commission nationale permanente au niveau gouvernemental.

Dans la plupart des pays, semble-t-il, le Ministère de l'éducation possède les services techniques et pédagogiques capables de faire fonctionner ce mécanisme de coordination, et souvent d'assurer la formation du personnel spécialisé indispensable.

En tout état de cause, on demandera aux institutions techniques compétentes de se charger des services complémentaires concernant :

- i) La recherche pédagogique et sociale;
- ii) La formation professionnelle des maîtres et du personnel technique;
- iii) La production et l'essai du matériel d'enseignement.

/...

Pour des raisons d'économie et de coordination, ces institutions devraient se mettre à la disposition de tous les départements et ministères intéressés.

Organisation

Etant donné que la situation n'est pas la même dans les différents pays, que les ressources déjà disponibles varient considérablement de l'un à l'autre, et de plus que les programmes d'alphabétisation existants sont appliqués avec plus ou moins de vigueur et réalisés dans une mesure variable, il faut se borner à indiquer ici ce qui est indispensable pour poursuivre vigoureusement la réalisation d'un programme de vaste ampleur. A cet effet, certains pays seront obligés de se procurer d'importantes ressources nouvelles; d'autres pourront se contenter de mieux organiser, et de mieux coordonner les ressources existantes; dans d'autres enfin, il suffira d'intensifier les efforts en cours.

Pour des raisons de commodité, nous distinguerons ici, dans les services d'éducation des adultes, entre les "services directs" et les "services auxiliaires".

Services directs

i) Le personnel enseignant

De nombreuses catégories de maîtres peuvent être utilisées pour l'alphabétisation des adultes. La gamme du personnel enseignant peut aller depuis les maîtres à plein temps, spécialisés dans l'alphabétisation des adultes, recrutés et payés à cette fin, jusqu'à des volontaires à temps partiel, rémunérés ou travaillant à titre bénévole. Dans toutes les catégories, on aura besoin de personnel féminin aussi bien que masculin. Dans les régions où le pourcentage des analphabètes est très élevé, il sera parfois nécessaire de faire appel à tous les alphabètes disponibles qui consentiront à recevoir la formation nécessaire.

Dans de nombreuses régions du monde, l'instituteur primaire est le seul alphabète qui ait une expérience de l'enseignement. C'est donc inévitablement à lui qu'on fait appel pour donner des cours aux adultes lorsqu'un programme d'alphabétisation doit être entrepris. Lorsqu'on veut s'assurer le concours d'instituteur certaines précautions doivent être prises.

D'abord, il faut obtenir le consentement et l'appui des autorités scolaires, des inspecteurs et des directeurs d'écoles. En second lieu, il faut apprendre aux instituteurs à enseigner à des adultes. Cette formation peut leur être assurée soit pendant leurs années d'école normale, soit dans des cours spéciaux organisés,

/...

par exemple, pendant les vacances scolaires. Troisièmement, il faut dédommager les instituteurs qui enseignent à des adultes et ceci, soit en leur accordant un supplément de traitement pour les heures de travail supplémentaire, soit en diminuant leur service à l'école. Lorsque le travail bénévole s'accompagne d'un prestige social certain, celui-ci peut suffire à récompenser les intéressés.

On peut souvent confier à des instituteurs le soin de former et d'orienter les maîtres bénévoles ainsi que de superviser et d'inspecter les cours; toutefois, l'emploi de maîtres à temps partiel ne suffit pas et il importe de disposer d'une proportion suffisante de personnel professionnel à plein temps pour guider, aider et encourager les moniteurs et maîtres à temps partiel et pour veiller à ce que les normes soient respectées, sans quoi le programme risquera fort de perdre son élan et d'aboutir à un échec.

Les moniteurs professionnels à plein temps devront recevoir une formation spéciale pendant au moins six mois, alors qu'une période de deux semaines à un mois d'entraînement devrait suffire pour les autres.

ii) Le matériel d'enseignement

On ne saurait trop insister sur le fait qu'il est impossible d'alphabétiser des adultes sans matériel d'enseignement. Ce matériel doit être suffisamment abondant, suffisamment varié, et spécialement adapté aux besoins des adultes.

Les différents types de matériel dont on aura besoin sont les suivants :

- a) Matériel de lecture pour débutants - livres de lecture élémentaires, auxiliaires visuels très simples, et textes de lecture complémentaires.
- b) Matériel de lecture spécialement choisi pour amener graduellement les nouveaux alphabètes qui ne lisent pas encore très couramment à utiliser des livres et des périodiques.
- c) Matériel de lecture courante, à utiliser pour l'éducation générale des adultes récemment devenus alphabètes; ce matériel peut comprendre des quotidiens et des ouvrages généraux de toute espèce ainsi que des auxiliaires audio-visuels.

Ce dernier type de matériel ne fait pas à proprement parler partie du matériel d'alphabétisation, mais il est d'une importance essentielle si l'on veut que l'alphabétisation conserve son sens et son utilité, et si l'on veut atteindre le but que l'on se propose en apprenant à lire aux adultes, but qui sera défini dans le paragraphe suivant. Il est donc indispensable et urgent d'encourager et

d'accroître les moyens d'information, et de développer les services de bibliothèque, partout où ils sont insuffisants.

En apprenant aux adultes à lire, on cherche à accroître leurs possibilités de se développer personnellement et de contribuer à la vie de la communauté. Le matériel d'enseignement doit donc présenter un intérêt pratique pour les adultes, et porter sur des sujets tels que l'hygiène personnelle, l'agriculture et l'économie c'est pourquoi les sujets traités dans les textes de lecture courante à l'usage des adultes doivent être très différents de ceux que l'on trouve dans les livres d'enfants, lesquels ne conviennent pas aux adultes, tant en raison de leur contenu que des principes selon lesquels ils sont présentés.

Il faut donc créer les institutions et s'assurer les moyens nécessaires pour préparer, publier et améliorer sans cesse le matériel disponible et le mettre partout à la disposition des élèves et des nouveaux alphabètes. On trouvera dans d'autres parties du présent rapport des renseignements complémentaires touchant ce matériel et les divers moyens d'enseignement.

iii) Locaux

Presque n'importe quel local peut convenir à l'alphabétisation des adultes, et en de nombreuses régions écartées ou sous-développées, on a souvent peu de choix. Il peut être commode d'utiliser soit les salles de classes, soit des locaux appartenant à la municipalité ou fournis par des syndicats ou des partis politiques. Les gouvernements et les autorités locales peuvent aussi se trouver en mesure de construire des centres d'éducation des adultes où les membres de la collectivité trouveraient réunis divers moyens de culture. Les centres résidentiels ont à cet égard une utilité toute particulière.

La mobilisation du sentiment national en faveur de l'élimination de l'alphabétisme devrait permettre, entre autres résultats importants, de stimuler les efforts de la collectivité pour trouver des locaux convenant aux cours d'adultes.

Dans certains cas il peut être plus avantageux d'organiser l'alphabétisation à domicile que d'utiliser des bâtiments publics : il en est fréquemment ainsi pour ce qui est de l'enseignement des femmes, lesquelles constituent souvent une partie importante des analphabètes de la collectivité.

Services auxiliaires

Pour que les programmes d'alphabétisation des adultes soient menés à bien dans un délai raisonnable, il faut pouvoir compter sur toute une variété de services auxiliaires. Ces services mettent en jeu les moyens propres à assurer la réalisation de différentes sortes de recherches et de formation, ainsi que le développement des ressources matérielles dans le domaine des moyens d'information - presse, radio et télévision.

Il importe de souligner l'une des plus importantes caractéristiques de ces services auxiliaires. Leur utilité ne se limite pas aux besoins du programme d'alphabétisation; on découvrira qu'ils constituent les éléments essentiels du développement éducatif et culturel et du progrès économique de tout pays. Ils peuvent donc avoir un rôle multiple. Leur coût peut être en grande partie imputé aux besoins de la bataille contre l'analphabétisme pendant la phase essentielle de cette lutte, au moment où l'on accorde le premier rang de priorité aux programmes d'alphabétisation. Toutefois, lorsque l'action menée pendant cette période commencera à porter ses fruits, on se rendra compte que leur expérience pourra servir de base pour atteindre l'étape suivante du développement éducatif, économique et culturel du pays; ils serviront par exemple à appuyer les activités permanentes d'éducation des adultes, à répandre des idées nouvelles et à améliorer la compréhension de problèmes aussi essentiels que ceux qui touchent à l'agriculture, à l'économie et à l'hygiène. Ainsi donc, les dépenses occasionnées par l'organisation de ces services ne sont imputables que dans une très faible mesure sur le budget du programme d'alphabétisation.

Statistiques

Il sera manifestement important de pouvoir évaluer le nombre des analphabètes dans un pays et préciser leur répartition - par région, par commune, par sexe et par âge, par occupation, ou sous toute autre rubrique répondant aux besoins du pays. La planification moderne du développement est étroitement tributaire de l'exactitude des statistiques disponibles, et les services de statistiques devraient être développés et améliorés comme l'exigera sans doute la Décennie du développement. L'établissement d'un plan de campagne judicieux, le caractère efficace et économique de son administration et de son exécution, enfin la mesure des progrès réalisés, dépendent pour une large part de l'établissement de statistiques exactes, et de

la façon dont elles sont tenues à jour. En ce qui concerne l'alphabétisation, domaine dans lequel les progrès réalisés risquent d'être jugés selon des critères subjectifs plutôt qu'objectifs, il faudra accorder une attention particulière à ce problème.

Recherches

Avant et pendant l'exécution d'un programme d'alphabétisation, des recherches sur la question seront nécessaires : dans certains pays une grande partie de ce travail a été accomplie; mais dans d'autres il reste encore beaucoup à faire. Pour que le programme d'alphabétisation repose sur des bases solides et puisse être administré avec efficacité, il faut disposer pour ces recherches de moyens suffisants et d'un personnel compétent. Dans les pays où il existe déjà des institutions de recherches (universités ou autres centres éducatifs), ces institutions pourront sans doute mener à bien les programmes de recherche dans les domaines voulus, à condition que leurs moyens d'action soient suffisamment renforcés. Dans les autres pays, il sera nécessaire de créer des institutions ou des centres spéciaux. Les principaux problèmes qui nécessitent des recherches sont brièvement analysés ci-après :

i) La motivation psychologique

L'une des questions les plus importantes qui exigent des recherches est celle de la motivation psychologique. Un adulte analphabète est un être humain comme les autres, il a ses craintes, ses espoirs et ses préoccupations, il est affecté par diverses considérations personnelles, économiques et culturelles. Nous avons déjà dit que dans une large mesure l'alphabétisation des adultes devait constituer une tâche librement consentie. L'expérience du passé a clairement montré qu'il était essentiel pour réussir de renforcer l'action du personnel bénévole en faisant appel aux conseils de spécialistes lorsque ceux-ci sont nécessaires pour garantir que le contenu du programme d'alphabétisation, tel qu'il est présenté, ait un sens pour les adultes auxquels il est destiné et puisse être accepté par eux. Or, on ne pourra guère y parvenir si l'on ne peut s'appuyer sur des recherches suivies concernant le problème des motivations positives et négatives dans ce domaine.

ii) Considérations techniques et sociologiques

Dans beaucoup de pays, il est indispensable d'effectuer de nouvelles recherches touchant le contenu et la présentation - bref, la "lisibilité" en général - du

matériel d'alphabétisation, et les problèmes que posent les habitudes de lecture et les attitudes des gens auxquels sont destinés les programmes d'alphabétisation. La question de la répartition et de l'accessibilité du matériel exige des recherches d'ordre sociologique aussi bien qu'une enquête sur ses aspects purement techniques et économiques.

iii) Langues

C'est aux gouvernements qu'il incombe de choisir la langue dans laquelle se fera l'alphabétisation en fonction de considérations linguistiques, sociales et économiques qui varient d'un pays à l'autre. Il peut arriver qu'ils choisissent une langue différente pour l'éducation des adultes et pour l'éducation scolaire.

Pour les campagnes et les cours d'alphabétisation des adultes, il est préférable d'utiliser la langue maternelle des élèves toutes les fois que cela est possible, parce qu'il est plus facile d'alphabétiser un adulte dans cette langue qui est le véhicule normal de sa pensée et de sa culture. S'il s'agit toutefois d'une langue peu répandue, on peut décider de lui apprendre à lire et à écrire dans une langue plus largement utilisée. On pourra se servir oralement de la langue maternelle des élèves pour leur apprendre à lire et à écrire dans une autre. Les maîtres et les agents travaillant sur le terrain doivent pouvoir parler la langue de la population locale et les élèves adultes doivent être groupés selon leur langue maternelle, les maîtres étant répartis en conséquence.

On peut apprendre à des adultes à parler une seconde langue en utilisant des méthodes orales et directes. Mais lorsque les adultes ont le désir ou éprouvent le besoin de devenir alphabètes dans une seconde langue, mieux vaut commencer par les rendre alphabètes dans leur langue maternelle. Lorsque leur langue maternelle n'est pas une langue écrite, ils peuvent évidemment devenir directement alphabètes dans une autre.

Pour faire en sorte que la langue dans laquelle se fera l'alphabétisation soit choisie le plus judicieusement possible, il faut, le cas échéant, effectuer des études linguistiques et pédagogiques. Le choix fait, il faut approfondir ces études pour aider à utiliser efficacement la ou les langues choisies et à les adapter à des circonstances qui évoluent. Chaque fois que nécessaire, il faut mettre à la disposition de pays qui entreprennent des programmes d'alphabétisation en utilisant les langues locales, des publications et autres documents d'information

contenant des renseignements détaillés sur les expériences faites et les progrès réalisés dans l'emploi de la langue maternelle et la préparation d'alphabètes pour les cours d'alphabétisation. Lorsqu'on décide d'utiliser une langue locale pour l'alphabétisation, il est essentiel de s'assurer qu'il existe assez de matériel d'enseignement et de textes de lecture en cette langue. Il faudra parfois effectuer des recherches linguistiques importantes avant de pouvoir préparer le matériel de base et les textes complémentaires indispensables à la réalisation d'un programme d'alphabétisation.

iv) Méthodes d'enseignement et organisation des cours

Les diverses méthodes d'enseignement utilisables pour les cours d'alphabétisation sont déjà bien connues. De nombreux pays ont déjà fait des recherches de base sur ce problème; mais des méthodes peuvent toujours être améliorées, et ce qui est conforme aux besoins et aux possibilités d'un pays peut être impraticable dans un autre. Il est donc très important, lorsqu'on entreprend d'appliquer un programme d'alphabétisation de large envergure, de s'assurer que les mesures nécessaires ont été prises pour que les enquêtes et les recherches relatives aux méthodes les mieux adaptées aux besoins des différents groupes et des différentes régions du pays puissent être entreprises et régulièrement poursuivies.

Il est particulièrement nécessaire d'adapter les méthodes d'enseignement - ainsi que le matériel d'enseignement qui correspond à ces méthodes - à l'expérience et à la compétence des maîtres. Lorsqu'on veut introduire de nouvelles méthodes ou améliorer les anciennes, les maîtres doivent participer au travail de préparation et recevoir la formation nécessaire pour appliquer les nouveaux procédés. Le rôle principal sera joué à cet égard par les inspecteurs, qui feront la liaison entre les maîtres locaux et les instituts de pédagogie et de recherche.

v) Contenu du matériel d'enseignement et des textes de lecture

Il faut soigneusement veiller au contenu d'un programme d'alphabétisation de crainte d'aboutir à un enseignement stéréotypé, ennuyeux et trop formel. Devenir alphabète représente parfois pour un adulte une longue et difficile entreprise. Il faut donc s'efforcer de soutenir l'intérêt qui l'a amené à s'inscrire à un cours d'alphabétisation.

On a déjà souligné que l'alphabétisation ne doit pas se limiter à l'enseignement de la lecture et de l'écriture. Le programme doit être conçu de telle manière que

dès l'abord, l'élève acquiert peu à peu les connaissances et compétences indispensables à l'exercice de toutes les activités où l'alphabétisme lui est nécessaire pour jouer efficacement son rôle dans son groupe et sa communauté. Le sujet du cours doit être lié aussi étroitement que possible aux intérêts et aux besoins immédiats et grandissants de l'élève. Les textes de lecture doivent être vivants et attrayants et, avant tout, parler à l'esprit des adultes. La maîtrise de la lecture et de l'écriture est comme le noyau matériel autour duquel s'organisent des programmes de développement éducatif, social et culturel chargés de sens. C'est vers ces buts que devraient tendre les études et recherches que l'on continuera d'entreprendre.

vi) Moyens d'enseignement

Le matériel de base traditionnel de l'alphabétisation se compose de livres et d'auxiliaires visuels simples tels que les graphiques et les flanellographes. Toutefois, la radio, les films cinématographiques et la télévision peuvent, comme la presse, jouer un rôle capital dans un programme d'alphabétisation, tant au stade de l'enseignement de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique qu'au stade des activités permanentes d'éducation des adultes.

Les ressources qu'offrent l'emploi de la radio et de la télévision pour l'enseignement et en particulier pour l'alphabétisation connaissent un grand développement, et l'on prévoit de rapides progrès en ce domaine pendant la Décennie du développement. Le rapport d'une réunion d'experts sur les nouvelles méthodes et techniques d'éducation^{1/}, convoquée par l'UNESCO en mars 1962, présente donc un intérêt particulier. Dans ce rapport, les experts reconnaissent que tous les moyens d'information peuvent jouer un rôle utile dans la préparation et l'exécution des campagnes d'alphabétisation et dans l'organisation de cours de perfectionnement, et peuvent offrir des possibilités considérables pour l'éducation des adultes. Ils relèvent cependant que la presse, la radio et la télévision sont en général beaucoup plus développées dans les régions urbaines que dans les régions rurales où réside la grande majorité des analphabètes. Ils examinent les projets élaborés sous les auspices de l'UNESCO pour le développement des moyens d'information en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et invitent les gouvernements ainsi que

^{1/} UNESCO ED/190.

les institutions qui leur apportent une aide, à soutenir pleinement la mise en œuvre desdits projets ainsi que la création de centres chargés de faire des recherches sur la production de ces nouveaux moyens comme sur la façon dont ils peuvent être utilisés pour l'enseignement et la lutte contre l'analphabétisme.

vii) Evaluation

Dans un programme d'alphabétisation il est de la plus haute importance de prévoir le moyen d'évaluer d'une façon suivie les résultats obtenus et les progrès du travail sous tous ses aspects. Cette évaluation doit être aussi objective que possible, et il est bon de définir des critères et des objectifs au regard desquels sera mesuré le succès du programme. Il est nécessaire d'évaluer statistiquement l'ensemble des progrès réalisés mais l'évaluation de la qualité des résultats est d'une égale importance. Il est essentiel de pouvoir déceler les insuffisances et les "impasses" en ce qui concerne les ressources matérielles et l'organisation administrative, et de savoir à tout moment dans quelle mesure les méthodes, le matériel et les moyens d'information utilisés sont satisfaisants. La responsabilité de ces évaluations dans les différents secteurs du programme peut être confiée à des organismes divers, mais il faut pouvoir se faire à chaque instant une image claire et complète du dynamisme du programme si l'on veut progresser régulièrement et aboutir à des résultats valables.

viii) Coordination avec les travaux de recherche

Pour la clarté de la présentation - énumération et exposé - les divers besoins de recherche de grande importance ont été traités séparément dans les paragraphes ci-dessus. Si la recherche peut être confiée à des institutions appropriées et exécutée pour la plus grande part dans ces institutions, elle doit rester intimement liée au travail d'enseignement. A tous les stades, les relations les plus étroites doivent être maintenues entre la recherche, l'élaboration des programmes, la formation de maîtres et d'inspecteurs, la mise à l'épreuve et l'évaluation des activités de ce personnel sur le terrain, ainsi qu'entre les personnes qui font les recherches, celles qui produisent le matériel et celles qui enseignent.

ix) Formation du personnel

La section précédente traite des éléments d'un programme d'alphabétisation pour l'exécution duquel on aura continuellement besoin de procéder à des enquêtes et des recherches; le problème essentiel est de savoir comment traduire en actes les résultats de ces enquêtes.

Donner aux gens qui entreprendront ce travail d'alphabétisation une formation professionnelle convenable, leur fournir régulièrement le matériel nécessaire, sont les deux éléments dont dépend le succès du programme.

Une fois le programme d'alphabétisation accepté et voulu par l'opinion publique, une fois les crédits nécessaires obtenus, tous les efforts doivent se concentrer sur la formation et l'équipement de ceux qui en assureront l'exécution. Les recherches mentionnées ci-dessus sont en grande partie liées à la détermination de la base sur laquelle il faudra fonder la formation du personnel.

Dans les régions où le pourcentage d'analphabètes est élevé, il faudra peut-être faire appel à un nombre considérable de volontaires ou d'agents à temps partiel, dont l'efficacité et le succès dépendront de l'orientation et de l'inspection qu'exercera sur leur activité le personnel pleinement qualifié. Aussi est-il de la plus haute importance d'organiser la formation d'un personnel suffisamment nombreux.

Cette formation devra revêtir différentes formes :

a) La formation des organisateurs et inspecteurs à plein temps exigera généralement au moins 6 mois et devrait être donnée dans des centres spécialement équipés à cet effet. Lorsque ces services existent déjà, ils peuvent être utilisés soit directement soit après avoir été renforcés. Lorsqu'il n'en existe pas, il est indispensable d'en créer. Les inspecteurs assurent la liaison entre les centres de formation, les services d'administration et les agents travaillant sur le terrain; non seulement, ils doivent se tenir au courant des découvertes des centres de recherches et des exigences de la direction administrative, mais ils constituent également la plus importante source d'information et de conseils dans le sens opposé, et c'est grâce à eux que les chercheurs et les administrateurs restent en contact avec la réalité des faits. Dans l'éducation des adultes, il est essentiel que leur rôle auprès du personnel travaillant sur le terrain ne soit pas celui de policiers, mais celui de guides, de conseillers et d'amis.

b) La formation du personnel bénévole et à temps partiel semi-qualifié devrait normalement être assurée par le personnel professionnel à plein temps dont il est question à l'alinéa a) ci-dessus. Elle devrait être organisée sur place, dans des centres régionaux appropriés; elle durera d'ordinaire de deux semaines à un mois.

c) La formation du personnel professionnel mais employé à temps partiel (instituteurs, employés des services publics, haut personnel technique)

- i) Dans les écoles normales, le programme d'études des élèves-maîtres qui auront probablement à s'occuper d'alphabétisation devrait comprendre des cours spéciaux sur les techniques de l'alphabétisation des adultes. Mais il est plus important encore d'offrir cette formation aux instituteurs qui ont déjà plusieurs années d'expérience (car il semble bien qu'un maître expérimenté, s'il a été initié aux techniques de l'enseignement des adultes, réussit en général mieux avec ceux-ci qu'un jeune instituteur sortant de l'école normale). On devra donc organiser des cours spéciaux de formation, qui pourraient avoir lieu pendant les vacances scolaires.
- ii) L'activité de tous les services officiels de la santé, de l'agriculture, des coopératives, de la main-d'oeuvre, etc. est pour une large part de nature éducative. Il est essentiel que ces départements n'oublient pas les besoins et les problèmes de l'adulte qui vient d'acquérir un alphabétisme de base et qui est prêt à passer à l'étape suivante. Certains membres de leur personnel devraient être encouragés à prendre une part active aux programmes d'alphabétisation des adultes et recevoir une formation appropriée. Les centres résidentiels créés pour assurer la formation de personnel s'occupant à plein temps de l'alphabétisation des adultes peuvent être utilisés à cette fin.
- iii) Dans certains pays qui ont à mener la lutte pour le développement sur de nombreux fronts en même temps, et même dans presque tous les pays en raison de la rapidité avec laquelle se répandent les nouveaux procédés, la question de savoir qui va assurer la formation nécessaire en des matières où il y a pénurie de personnel compétent, ou dans des domaines d'activité qui sont encore peu familiers, pose un problème réel. C'est là l'une des directions dans lesquelles le besoin d'une assistance de l'UNESCO est particulièrement urgent. On trouvera dans la quatrième partie du présent rapport des indications sur la forme que cette assistance pourrait prendre.

x) Production et distribution du matériel

Les programmes d'alphabétisation supposent la production d'un nombre considérable de textes de lecture, et leur réussite provoque une demande de textes qui va sans cesse en augmentant.

La préparation du matériel nécessaire, jusqu'au moment où il est prêt à être imprimé, représente toujours un travail considérable, qui exige le concours de spécialistes, écrivains, professeurs, artistes, linguistes, et directeurs de publications. Pour produire ce matériel, il faut disposer des moyens voulus d'impression. La multiplication des librairies et le développement des services de bibliothèque sont des conséquences naturelles de l'élimination de l'analphabétisme et de la généralisation de l'instruction.

Avant que le programme soit mis en oeuvre, il est essentiel de s'assurer que l'on dispose de ressources suffisantes pour rédiger, mettre au point, imprimer et distribuer le matériel nécessaire. De nombreux programmes ont échoué parce que cette précaution n'avait pas été prise. On pourrait d'autre part donner, avec documents à l'appui, de nombreux exemples montrant que la création d'offices de publications et autres organismes analogues de service éducatif, a permis dans une large mesure de disposer d'un matériel suffisant pour réaliser le programme d'alphabétisation et pour le prolonger, comme il est indispensable, par l'éducation des adultes. En fin de compte un programme d'alphabétisation manquera toujours ses objectifs et gaspillera d'importantes réserves d'énergie et de bonne volonté quand les ressources disponibles pour la production du matériel ne seront pas en rapport avec l'ampleur du programme entrepris.

Conclusion

Dans les paragraphes qui précèdent on a donné un aperçu des diverses conditions à remplir pour l'exécution d'une campagne nationale d'alphabétisation, en se fondant sur les recommandations présentées à l'UNESCO par un Comité d'experts dont les membres appartenaient à toutes les régions du monde. C'est à chaque gouvernement qu'il incombera de déterminer comment ces recommandations doivent être appliquées et adaptées à ses programmes nationaux d'alphabétisation, compte tenu des besoins de la population, des fonds et moyens disponibles et des progrès déjà réalisés.

La suppression de l'analphabétisme des masses est une tâche qui incombe principalement au gouvernement de chaque pays; il n'en est pas moins souhaitable de

considérer chaque effort national, dans le contexte de la Décennie du développement, comme un des éléments d'une campagne mondiale menée dans l'intérêt de l'humanité toute entière. Pour cela il faut que l'action entreprise soit mise au service de la paix et de la compréhension mutuelle entre les peuples; il faut aussi que la bataille livrée contre l'analphabétisme dans chaque pays témoigne d'une volonté unanime et soit exempte de toute discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine sociale ou nationale, la naissance ou toute autre situation.

Au cours des débats consacrés à l'alphabétisation universelle lors de la douzième session de la Conférence générale de l'UNESCO, le Président du Comité d'experts en matière d'alphabétisation a présenté le rapport de ce Comité et déclaré qu'à son avis, "une campagne de lutte contre l'analphabétisme ne devait pas être une action isolée, mais s'intégrer dans un programme permanent d'éducation des adultes et dans le programme général d'éducation. Elle devrait également faire partie intégrante des plans de développement des pays intéressés, car elle a des rapports étroits tant avec la productivité des individus qu'avec le processus propre à assurer leur adaptation dans un monde en évolution. La suppression de l'analphabétisme des masses relève avant tout des gouvernements nationaux; l'appui et l'assistance des organismes internationaux ne doit pas suppléer aux efforts nationaux, mais les compléter et les coordonner."

TROISIEME PARTIE

COUT ET FINANCEMENT D'UNE CAMPAGNE MONDIALE D'ALPHABETISATION

Evaluation du coût de l'alphabétisation

La suppression totale de l'analphabétisme dans le monde en un temps relativement court nécessitera la réunion de certaines conditions d'ordre éducatif, social, économique, politique et autres. La lutte contre l'analphabétisme des masses devra être menée sur deux fronts : celui de l'enseignement primaire universel et celui de l'alphabétisation des adultes. Le coût de l'enseignement primaire et des autres degrés d'enseignement en Afrique, en Asie et en Amérique latine a été étudié à des conférences régionales^{1/} organisées par l'UNESCO. Des estimations détaillées par pays des dépenses nécessaires sont actuellement préparées, souvent avec l'aide de missions d'experts, sous les auspices de l'UNESCO, de la Banque internationale et des commissions économiques régionales de l'ONU.

Si le coût de l'enseignement primaire a fait l'objet de plusieurs études, il n'existe aucun rapport où l'on examine les dépenses qui, dans le cadre d'une campagne mondiale d'alphabétisation, devraient être consacrées à l'alphabétisation des adultes. La présente analyse du coût et du financement d'un programme mondial d'alphabétisation des adultes vise à combler cette lacune.

Le nombre total d'analphabètes dans le monde était évalué à quelque 700 millions^{2/} de personnes en 1950; 500 millions d'entre elles vivaient dans des pays membres de l'UNESCO d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Pour faire la présente étude, on a pris pour hypothèse que l'objectif à atteindre serait de faire bénéficier de programmes d'alphabétisation à exécuter en dix ans tous les illettrés de 15 à 50 ans résidant dans ces Etats membres. Dans les pays en voie de développement, les personnes appartenant au groupe d'âge de 15 à 50 ans représentent les deux tiers environ de la population totale; c'est pourquoi on a évalué, dans le présent rapport, à 330 millions le nombre approximatif d'analphabètes devant être touchés par le programme décennal.

1/ Voir Les besoins de l'Asie en matière d'enseignement primaire (Paris, UNESCO, 1961), p. 19 à 31; Rapport provisoire de la Conférence sur l'enseignement et le développement économique et social en Amérique latine (ECLA, 1962), p. 125 à 130 de l'anglais; Rapport final de la Conférence d'Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique (Paris, UNESCO : UN-ECA), p. 21 à 39.

2/ L'analphabétisme dans le monde au milieu du XXème siècle (Paris, UNESCO, 1951) p. 15.

Les coûts indiqués ci-après se rapportent uniquement à la première phase de l'alphabétisation, à savoir l'acquisition des rudiments de lecture, d'écriture et de calcul. La présente analyse, qui repose sur les données dont on dispose ainsi que sur les hypothèses des spécialistes, fait apparaître que le coût estimatif de l'alphabétisation d'une personne varie entre 7,35 dollars et 5,25 dollars environ, suivant la région géographique. En multipliant le coût de l'alphabétisation d'un adulte par les 330 millions d'illettrés qui doivent recevoir une formation, on obtient un total estimatif de 1 911 millions de dollars qui, si on le répartit régulièrement sur dix ans, donne un montant de 191,1 millions de dollars par an.

Dans les sections suivantes, on présente les données et les hypothèses à partir desquelles les coûts estimatifs ont été calculés et on explique la méthode utilisée. Bien que les avantages résultant du développement de l'alphabétisation soient difficiles à mesurer, il faut néanmoins en tenir compte au même titre que des dépenses, dans l'évaluation d'une campagne de lutte contre l'analphabétisme.

Problème que pose l'évaluation des coûts des programmes d'alphabétisation

Le coût représente le nombre d'unités monétaires (par exemple de dollars) à dépenser pour obtenir une unité de production, et il doit normalement être calculé en fonction de la moins coûteuse des méthodes de production applicables du point de vue technique. Pour déterminer un coût, il faut indiquer le caractère d'un produit ou la nature d'un service. La haute qualité d'un service ou d'un produit entraîne un coût plus élevé qui peut ou non être compensé par l'accroissement des gains obtenus.

Les unités de production en matière d'alphabétisation sont difficiles à définir. C'est pourquoi on a décidé, dans le présent document, d'évaluer le coût d'une structure type comportant certaines entrées sans chercher à les rattacher aux unités de production. Une telle évaluation des coûts a l'avantage d'indiquer ce à quoi l'on doit renoncer en fait d'autres services, de produits de base et de biens d'équipement pour atteindre les objectifs du programme envisagé. Une évaluation des coûts n'est pas une proposition de dépense, c'est un moyen de fournir des données de base pour l'élaboration d'une politique de dépense. Les évaluations des coûts monétaires donnent une idée de l'importance relative des ressources utilisées lorsque ces coûts tiennent compte de la valeur sociale relative des facteurs de production. Toutefois, lorsqu'ils reflètent les imperfections et les insuffisances

d'un système économique, comme c'est souvent le cas dans les régions où le taux d'analphabétisme est élevé, les coûts monétaires n'ont de sens que si l'on pense aux diverses utilisations auxquelles on aurait pu consacrer les ressources réelles qui permettraient de couvrir ces coûts. On doit songer que les coûts varient d'un pays à l'autre et que les évaluations régionales ne mettent pas ces variations en évidence.

Méthodes d'alphabétisation et leurs rapports avec le coût

Le coût des différentes méthodes d'alphabétisation des adultes varie considérablement; il faut donc s'en tenir à une méthode particulière si l'on veut obtenir une évaluation unique. La méthode adoptée dans le présent rapport présuppose une situation analogue à celle d'une salle de classe ordinaire. Le choix de cette méthode d'alphabétisation ne signifie pas qu'il s'agisse là nécessairement de la méthode la plus efficace, la moins coûteuse ou celle qui permette d'obtenir les résultats les plus durables. On a retenu cette méthode pédagogique simple parce qu'elle s'est révélée relativement efficace et que son coût peut être évalué sans trop de difficultés. Les méthodes dont le succès dépend de l'emploi de machines et de divers moyens de diffusion relativement nouveaux et coûteux n'ont pas été prises en considération. De même, les méthodes décentralisées, telles que la méthode intitulée "à chacun son élève", n'ont pas été examinées lors de l'évaluation des coûts.

Etant donné l'ampleur et l'intensité d'une campagne mondiale, il est à présumer que les moniteurs seront employés à plein temps et qu'en règle générale on aura besoin de nouveaux bâtiments et de nouveau matériel. Les moniteurs devront être formés aux méthodes particulières que l'on applique pour apprendre aux adultes à lire, à écrire et à compter. La supervision des programmes locaux en cours d'exécution fait également partie intégrante du programme.

Evaluation du coût d'une campagne

L'évaluation du coût porte sur une série de cours d'alphabétisation destinés à enseigner à des personnes âgées de 15 à 50 ans les rudiments de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique courante. On évalue les coûts en déterminant les frais par personne et en multipliant ensuite le chiffre obtenu par le nombre de personnes devant participer au programme. Le coût par personne comprend deux

éléments principaux : en premier lieu, les dépenses de capital, ce qui englobe le coût des bâtiments, du matériel, de la formation des maîtres et les rubriques du même ordre qui n'entrent pas dans les dépenses de fonctionnement d'une année et qui s'échelonnent de ce fait sur plusieurs années; en deuxième lieu, les dépenses ordinaires telles que la rémunération des moniteurs, le financement des fournitures, de l'inspection et de l'encadrement et autres catégories de dépenses inscrites au budget annuel.

Dans le présent document, on a évalué le coût par personne d'après le nombre des adultes devant participer au début à la campagne d'alphabétisation. Le coût par personne alphabétisée devrait être majoré compte tenu d'un facteur variant selon le nombre des individus qui ne réussiront pas. Comme la proportion variera de pays à pays suivant des facteurs tels que la motivation, les possibilités économiques qui s'ouvrent aux alphabètes, etc., les évaluations indiquées reposent sur les effectifs inscrits et non sur l'alphabétisation escomptée. Ainsi, le coût des services fournis aux adultes qui abandonneraient les cours ou qui n'apprendraient pas à lire et à écrire même après avoir suivi tous les cours prévus au programme, est inclus dans ces évaluations. On a établi des estimations distinctes des coûts pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine parce que le degré d'analphabétisme varie entre ces régions où l'on note également des différences considérables dans les niveaux des prix.

Bien que les niveaux des prix risquent de subir des variations en dix ans, l'évaluation des coûts se fonde sur les prix pratiqués en 1960-61. On n'a pas cherché à les ajuster pour tenir compte des inflations ou des déflations possibles. Il est difficile d'obtenir des estimations sûres concernant les variations des niveaux des prix dans telle ou telle économie sous-développée et il est impossible de chercher à les évaluer sur une base régionale étendue. Si tous les prix varient proportionnellement, les chiffres non ajustés des coûts calculés d'après les prix de 1960-61 continueront à donner une idée du coût relatif du programme, mais pas de son coût absolu. Pour autant que la rémunération des moniteurs et les autres frais d'enseignement ont relativement plus tendance à augmenter que les autres prix, les chiffres prévus resteront en-deça de la réalité. Du point de vue de l'aide étrangère, si les taux de change subissent l'effet des variations des niveaux des prix, la valeur des paiements effectués au titre de l'aide sera maintenue; mais si les taux de change ne varient pas, le pouvoir d'achat de l'aide étrangère diminuera en cas d'inflation et l'aide ne répondra plus à son objet. Cependant la valeur de l'aide étrangère accordée sous forme de biens et de services ne subit pas le contrecoup des fluctuations de prix dans les pays bénéficiaires.

Dépenses de capital par personne

Coût des bâtiments et du matériel. Le coût des bâtiments et du matériel dont on aura besoin pour une campagne d'alphabétisation dépend du type d'édifice, des coûts de la construction et d'autres conditions locales ainsi que de la mesure dans laquelle les facilités déjà existantes pourront être utilisées. Dans une campagne où les classes ont lieu aussi bien pendant la journée que dans la soirée, on devra prévoir des locaux exclusivement réservés aux cours d'alphabétisation; dans ce cas, on aura besoin de beaucoup plus d'argent que si les cours étaient professés après les heures régulières de classe ou de travail dans une école déjà construite ou d'autres bâtiments publics.

A la Conférence sur l'enseignement et le développement économique et social en Amérique latine qui s'est tenue à Santiago (Chili) en 1962, on a estimé qu'en 1961 la construction d'une salle de classe de 40 élèves équipée pour l'enseignement primaire coûtait environ 2 600 dollars. Sur cette base, on a calculé que chaque place revenait à 65 dollars; si les locaux et le matériel sont utilisés pendant dix ans, le coût par place sera approximativement de 6 dollars. Si l'on adopte pour la campagne d'alphabétisation la méthode selon laquelle chaque élève reçoit une heure d'enseignement par jour, on peut admettre que chaque place sera utilisée de 12 à 14 fois par jour. En partant de ces hypothèses, le coût des bâtiments et du matériel par personne et par an reviendrait à environ 0,50 dollar. Ce chiffre estimatif suppose que de nouvelles installations doivent être construites pour tous les élèves. Dans la mesure où l'on pourra se servir des locaux existants ou lorsqu'il sera possible de faire la classe en plein air, les dépenses d'équipement seront naturellement plus faibles.

Le capital physique, par exemple le matériel et les salles de classe, devra être disponible au départ et des dépenses assez élevées pour constituer des ressources suffisantes, matérielles et humaines, devront être effectuées avant que les cours ne commencent. Ceci étant, si le coût des locaux et des fournitures est de 65 dollars par place et si l'on organise 12 classes par jour, il faudra dépenser environ 5 dollars par élève pour les bâtiments et le matériel avant la première année du programme. Après ces dépenses initiales, on n'aura pas besoin d'engager de nouvelles dépenses d'équipement, à moins que le nombre d'élèves n'augmente ou que le programme se poursuive au-delà de la période de dix ans. Pendant les dix premières années, la somme de 5 dollars correspondant aux dépenses par élève se répartira sur un nombre accru d'élèves, ce qui ramènera à 0,50 dollar le coût par personne et par an.

Coût de la formation des maîtres

Pour calculer ce coût, on a supposé que les frais de formation d'un moniteur en matière d'alphabétisation des adultes sont à peu près les mêmes que pour la formation d'un instituteur de l'enseignement primaire. En réalité, il est fort probable que l'étendue et le coût de la formation varient considérablement d'un pays à l'autre ou même entre les différentes régions d'un même pays. Le coût des études primaires des moniteurs en matière d'alphabétisation n'a cependant pas été retenu comme composante des coûts d'un programme d'alphabétisation : on a estimé, en effet, que ces études étaient souhaitables vu l'intérêt général qu'elles présentaient sur le plan économique et social, que l'intéressé devienne ou non moniteur en matière d'alphabétisation.

Dans les calculs sur lesquels repose le plan d'Addis-Abéba, le coût de la formation des maîtres pendant une période de trois ans a été évalué à 1 200 dollars par élève pour les dépenses ordinaires et à environ 240 dollars pour les dépenses d'équipement, ce qui porte à 1 440 dollars le coût total pour chaque moniteur en matière d'alphabétisation. On devra diviser cette somme par le nombre total d'élèves pour obtenir le coût estimatif par personne. On admet, aux fins de l'évaluation des coûts, qu'un moniteur peut enseigner à 150 adultes par an. Pour cela, on suppose que chaque classe aura 30 élèves et que le moniteur donnera cinq cours par jour pendant une période de dix mois. Si l'on présume en outre qu'un moniteur enseignera en moyenne pendant cinq ans sur les dix années que comptera la campagne d'alphabétisation, le coût de la formation pédagogique par personne et par an reviendrait à quelque 2 dollars. Si l'on adopte des normes moins sévères, ou si les moniteurs, une fois formés, enseignent pendant plus de cinq ans ou encore si l'on fait appel à des instituteurs de l'enseignement primaire ou à des professeurs d'écoles secondaires pour donner des cours d'alphabétisation en dehors de leurs heures de classe, les frais de formation seront réduits.

Une autre solution qui permettrait d'abaisser les frais, au détriment toutefois de la compétence professionnelle des moniteurs, serait d'engager des diplômés des écoles secondaires qui auront reçu une formation spéciale de six mois en matière d'alphabétisation. Sur une base annuelle, un groupe de trois spécialistes dont le coût reviendrait au total à 10 000 dollars pourrait former 400 moniteurs de ce type qui, à leur tour, apprendraient chaque année à lire et à écrire à 60 000 élèves^{1/}.

^{1/} 400 moniteurs x 150 élèves par moniteur = 60 000 élèves par an.

A supposer que chaque moniteur enseigne pendant deux ans après avoir achevé le programme spécial de formation, le coût de l'instruction reviendra à 0,09 dollar par personne et par an.

L'écart considérable entre 2 dollars et 0,09 dollar par personne donne une idée exagérée des variations du coût de l'alphabétisation des adultes. Tout porte à croire que la proportion des illettrés qui apprennent à lire et à écrire dépend, dans une large mesure, de l'aptitude du moniteur à maintenir leur désir de s'instruire ainsi que de l'efficacité de l'enseignement. De toute évidence, l'emploi de moniteurs moins expérimentés travaillant à temps partiel, qui sont souvent fatigués lorsqu'ils commencent les cours du soir, augmenterait les frais d'alphabétisation d'un adulte. Toutefois, on manque d'études objectives sur le niveau optimum de formation des moniteurs en matière d'alphabétisation. Les coûts cités dans le présent document ont été calculés compte tenu de la considération suivante : puisque les moniteurs en question reçoivent à peu près la même rémunération que les instituteurs débutants de l'enseignement primaire, leur formation doit être tout aussi poussée.

Le financement de la partie frais de construction et de matériel des dépenses afférentes à la formation des maîtres ne peut être échelonné sur toute la durée de la campagne d'alphabétisation. Au cas où, comme on le suppose dans le présent document, on aurait besoin de moniteurs supplémentaires pour mettre en train la campagne d'alphabétisation, les dépenses qu'exigerait leur formation devraient être engagées avant le début des cours. En fait, les stages d'études devraient commencer trois ans au moins avant le lancement de la campagne si l'on veut que les moniteurs aient une formation comparable à celle des instituteurs primaires et si l'on attend d'eux qu'ils consacrent toutes leurs heures de travail à l'alphabétisation. A supposer que la formation d'un moniteur en matière d'alphabétisation revienne à 1 440 dollars et que 150 personnes puissent être formées chaque année, le montant des dépenses à engager avant le début des cours devrait s'élever à dix dollars par personne. Dans l'hypothèse où chaque moniteur enseignerait pendant cinq ans, le coût moyen de la formation par étudiant et par an serait ramené à deux dollars.

Dépenses ordinaires par personne

Traitements. Les moniteurs en matière d'alphabétisation sont censés recevoir un traitement égal à celui des instituteurs débutants de l'enseignement primaire, lequel est en moyenne de l'ordre de 600 dollars par an pour l'Afrique, de 500 dollars

pour l'Amérique latine et de 390 dollars pour l'Asie. Comme on l'a déjà indiqué, le nombre d'élèves qu'un moniteur pourrait former chaque année est évalué à 150, si chaque classe avait 30 élèves et si chaque moniteur donnait cinq cours par jour pendant une période de dix mois. Dans ces conditions, le coût d'un moniteur par personne et par an serait de 4 dollars en Afrique, de 3,30 dollars en Amérique latine, et de 2,60 dollars en Asie.

Inspection et encadrement. Le succès d'une campagne d'alphabétisation exige la supervision des méthodes et l'encadrement des moniteurs. Le coût d'un inspecteur-agent de supervision, y compris le traitement et les indemnités de voyage mais non compris la formation, est estimé à 4 000 dollars par an. Si chaque inspecteur-agent de supervision avait la charge d'environ 100 moniteurs, le coût de l'inspection et de l'encadrement reviendrait à environ 25 dollars par élève et par an.

Fournitures. On devra procurer à chaque élève des manuels très simples, notamment de lecture, du papier ou une ardoise, des crayons et d'autres fournitures. Le chiffre de 0,60 dollar par élève retenu dans le présent document est une estimation minimum fondée sur l'expérience acquise dans un pays d'Asie.

Estimation sommaire du coût par élève et par an

On trouvera au tableau IV une estimation sommaire des dépenses de capital et des dépenses ordinaires par élève inscrit au programme d'alphabétisation. Le coût de la formation des maîtres a été ajusté pour tenir compte des coûts plus faibles du matériel et des moniteurs en Asie et en Amérique latine. L'ajustement est proportionnel aux différences qui existent entre les traitements des instituteurs primaires débutants dans ces trois régions.

Tableau IV

Estimation sommaire des coûts par personne et par an

<u>Région</u>	<u>Dépenses de capital</u>		<u>Enseignement</u>	<u>Dépenses ordinaires</u>		<u>Total</u>
	<u>Bâtiments et matériel</u>	<u>Formation des moniteurs</u>		<u>Inspection Encadrement</u>	<u>Fournitures</u>	
<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Afrique	0,50	2,00	4,00	0,25	0,60	7,35
Amérique latine	0,50	1,65	3,30	0,25	0,60	6,30
Asie	0,50	1,30	2,60	0,25	0,60	5,25

Coût total d'une campagne mondiale

Les données dont on dispose sur le nombre d'illettrés dans les Etats membres de l'UNESCO d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine figurent dans le document intitulé "L'analphabétisme dans le monde au milieu du XXème siècle"^{1/}. D'après ces données, le nombre d'illettrés adultes dans ces pays est estimé à 495 millions de personnes qui se répartissent comme suit par région : Afrique 105 millions; Asie 345 millions; Amérique latine 45 millions. Le tableau V présente des évaluations par région du coût total d'une campagne d'alphabétisation qui toucherait les deux tiers de la population analphabète adulte.

Tableau V

Coût estimatif total de la campagne mondiale décennale pour l'alphabétisation

Région	Nombre d'analphabètes (En millions)	Deux tiers du nombre d'analphabètes	Coût par	Coût total
			personne	(En millions)
			<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Afrique	105	70	7,35	514
Amérique latine	45	30	6,30	189
Asie	345	230	5,25	1 208
Total	495	330		1 911

Besoins initiaux pour les dépenses en capital

Le chiffre de 1 911 millions de dollars est une estimation des dépenses totales à engager pour toute la période de dix ans que durera la campagne d'alphabétisation. Ainsi, on devra dépenser en moyenne 191 millions de dollars par an. Toutefois, le capital matériel et les ressources humaines nécessaires pour mener la campagne devront être disponibles au moment où l'instruction commencera. L'insuffisance de

^{1/} UNESCO, L'analphabétisme dans le monde au milieu du XXème siècle, Etude statistique. Paris, UNESCO, 1957. 200 pages. (Monographies sur l'éducation de base, XI).

capitaux aurait pour effet de réduire le nombre de personnes pouvant être inscrites, ce qui limiterait la portée du programme. Le tableau VI fait apparaître que des dépenses totales de 366,7 millions de dollars devront être faites pour que l'on puisse disposer du capital matériel et du personnel qualifié nécessaires avant le début des cours, à supposer que l'on ait besoin de nouveaux bâtiments et de matériel nouveau pour tous les élèves, que l'on engage des moniteurs ayant une formation complète et qu'un dixième de l'effectif total soit inscrit chaque année, pendant les dix ans que durera la campagne.

Tableau VI

Dépenses en capital nécessaires pour une campagne d'alphabétisation

Région	Effectifs inscrits chaque année au programme d'alphabétisation <u>1/</u> (En millions de personnes)	Dépenses en capital par personne <u>2/</u>	Dépenses nécessaires (En millions de dollars)
		Dollars	
Afrique	7	15,00	105,00
Amérique latine	3	12,30	37,50
Asie	23	9,75	<u>224,20</u>
			366,70

- 1/ Les effectifs inscrits chaque année sont évalués à un dixième du nombre de personnes devant être touchées par la campagne d'alphabétisation pendant toute la période de dix ans.
- 2/ On a supposé qu'en Afrique les dépenses pour l'équipement scolaire s'élèveront à 5 dollars par personne et les frais de formation des maîtres à 10 dollars par personne (voir p. et p. ci-dessus); pour l'Amérique latine et l'Asie on a réduit ces coûts proportionnellement aux traitements des instituteurs de l'enseignement primaire pour tenir compte des différences dans les niveaux des prix entre les régions.

Effets que peuvent avoir les différentes méthodes

Les estimations fournies ci-dessus sont fonction des évaluations relatives au nombre d'adultes touchés par les programmes d'alphabétisation et des méthodes d'enseignement utilisées. Les facteurs qui ramènent le nombre des adultes auxquels on apprend à lire et à écrire au-dessous de la proportion fixée (les deux tiers de la population analphabète) abaisseraient les frais au détriment de la réalisation des objectifs. En revanche, des facteurs qui diminueraient le coût par personne sans nuire à l'efficacité réduiraient les coûts totaux sans entraîner une limitation de la portée de la campagne.

Le meilleur moyen d'abaisser les dépenses en capital consisterait à utiliser les locaux et le matériel existants. Le coût du capital humain et des traitements des moniteurs, qui sont les principaux éléments des dépenses ordinaires, pourrait être réduit si l'on faisait appel à des moniteurs bénévoles ou à des personnes ayant reçu une formation moins poussée que les moniteurs rémunérés. Peut-être pourrait-on maintenir l'enseignement aux niveaux voulus tout en recourant à du personnel moins qualifié si l'on élaborait des méthodes de spécialisation qui permettent de n'employer les moniteurs qualifiés que pour les tâches qui nécessitent un personnel ayant plusieurs années de formation, les travaux courants étant confiés à des instructeurs volontaires ou à des enseignants moins qualifiés. On aurait intérêt à effectuer des recherches pour déterminer quelles sont les possibilités qui s'offrent en matière de spécialisation, d'enseignement en groupe et d'utilisation des auxiliaires mécaniques et visuels.

Rentabilité économique et sociale de l'alphabétisation des adultes

Mesure des avantages résultant de l'alphabétisation des adultes

La règle appliquée pour établir les prévisions de dépenses relatives à un programme public tel qu'une campagne d'alphabétisation est la suivante : la valeur du dernier dollar doit égaler la valeur de ce qu'on pourrait obtenir moyennant une dépense d'un dollar si l'on exécutait le plus avantageux des programmes possibles dans un autre domaine d'activité. En théorie, le coût par personne alphabétisée est une estimation de la valeur monétaire des dépenses effectuées à d'autres fins. Avant de prendre une décision de principe, il faut mesurer ce que chaque nouvel alphabète apporte à la société. Bien que les bienfaits de l'alphabétisation soient multiples, une évaluation monétaire pouvant être comparée avec les coûts fait défaut. Il en est d'ailleurs de même pour bien d'autres catégories de dépenses

publiques (dépenses afférentes aux programmes de santé publique ou dépenses d'armement par exemple).

Du point de vue de la stratégie, l'une des deux méthodes possibles serait d'intensifier l'alphabétisation dans les régions et aux époques où elle serait la plus rentable - on pourrait ainsi éliminer l'analphabétisme dans les zones industrielles ou en voie d'industrialisation lorsqu'un tel investissement aurait un effet immédiat sur la productivité des travailleurs, sauf à étendre ensuite progressivement le processus d'alphabétisation à l'ensemble du pays. L'autre méthode part de cette idée qu'en dépit des sacrifices qu'elle implique l'alphabétisation de tous les illettrés dans les plus brefs délais constitue une nécessité impérieuse sur le plan économique et social.

Parmi les gains résultant de l'alphabétisation des adultes, on peut citer les avantages qu'en retirent les nouveaux alphabètes. Il y a notamment les satisfactions personnelles que procure la faculté de lire et d'écrire et la possibilité fréquente d'obtenir des salaires plus élevés du fait que la productivité des travailleurs alphabètes dépasse celle des travailleurs illettrés. De même l'alphabétisation se traduit par des gains économiques dont d'autres que les nouveaux alphabètes bénéficient d'ailleurs aussi; on peut citer à cet égard la productivité accrue des cadres et des contremaîtres qui peuvent plus utilement transmettre les instructions à des travailleurs alphabètes.

Parmi les importants bienfaits sociaux de l'alphabétisation on peut notamment mentionner la participation plus consciente aux activités politiques. Par ailleurs, il est plus facile d'expliquer à une population alphabète quelles sont les implications d'une adaptation aux transformations économiques et sociales et les réorganisations nécessaires à cette fin. De même, le prix plus grand qu'attache à l'enseignement une population alphabète peut devenir un mobile puissant incitant les enfants d'âge scolaire à poursuivre jusqu'au bout leurs études primaires.

Un tableau d'ensemble des avantages de l'alphabétisation ne permet cependant pas de mesurer quantitativement la valeur d'une campagne d'alphabétisation des adultes au regard de son coût et des avantages que présenteraient d'autres programmes. On peut évaluer certains des avantages économiques de l'alphabétisation des adultes en comparant les salaires ou la productivité des travailleurs alphabètes qui n'ont pas fait d'études avec les salaires des travailleurs illettrés, encore que bon nombre de facteurs autres que l'alphabétisation

influent sur les salaires des travailleurs comme sur leur productivité. Qui plus est, les différences constatées ne jouent que pour une partie des gains attribuables à l'alphabétisation.

Dans l'évaluation des avantages de l'alphabétisation un point essentiel est celui de savoir si la structure économique et sociale permettra de fournir des emplois exigeant une alphabétisation fonctionnelle à un nombre fortement accru d'alphabètes.

Certains théoriciens politiques considèrent l'alphabétisation des adultes comme une condition sine qua non dans une société intégrée et comme un moyen d'éviter l'exploitation et le dualisme économiques et sociaux dans une société hostile à la croissance économique et à la justice sociale. D'autres pensent que les campagnes d'alphabétisation devraient s'échelonner à la fois dans le temps et dans l'espace et que l'on devrait accorder la priorité aux individus et aux régions les plus en mesure de tirer profit de l'alphabétisation, de manière à mobiliser plus rapidement les ressources qu'exige pour un pays, un effort total en vue du développement économique.

Alphabétisation des adultes et dépenses publiques

Les décisions relatives à l'allocation des ressources impliquent un choix entre diverses politiques. Ce choix doit être fait parce que les ressources sont limitées et ne permettent d'appliquer que quelques unes des nombreuses politiques souhaitables. Dans ce contexte, l'adoption, par les autorités, de décisions judicieuses, nécessite une évaluation des conséquences qu'aurait chacune des politiques possibles ainsi que le choix de celles qui offriraient les plus grands avantages à la société, eu égard aux ressources dont dispose le gouvernement. Avant d'aborder cette tâche, il faudra déterminer les avantages et le coût de chacun des programmes possibles. Les gains résultant de la plupart des programmes publics ne peuvent pas tous être mesurés en termes monétaires. Dans ces conditions, des descriptions qualitatives détaillées des conséquences possibles des différentes politiques économiques et sociales doivent compléter l'évaluation monétaire des avantages et des coûts prévus.

Réaliser l'alphabétisation des adultes est un programme public dont certains avantages seulement peuvent être mesurés en termes monétaires. Si les bienfaits d'un tel programme diffèrent d'un pays à l'autre, leur importance n'en est pas moins considérable, voire primordiale, lorsqu'il s'agit d'arriver au niveau voulu

pour faire démarrer le développement économique et social. Les programmes d'alphabétisation doivent donc recevoir une priorité suffisante dans le cadre des crédits budgétaires malgré la concurrence d'autres programmes inclus dans le plan général de développement.

Financement d'une campagne mondiale

Charge que représente un programme d'alphabétisation des adultes

Le chiffre estimatif de 191 millions de dollars correspondant au coût annuel moyen de la campagne décrite ci-dessus, équivaut à environ 14 p. 100 du produit national brut en 1961 des nations devant bénéficier de la campagne. Le programme est prévu pour dix ans. Dans la mesure où le produit national brut augmentera pendant la Décennie le pourcentage à réserver à la campagne d'alphabétisation s'abaissera proportionnellement. Le montant moyen ne fait pas ressortir le pourcentage plus élevé de dépenses qu'il faudra forcément engager au début de la campagne pour les bâtiments, le matériel et la formation des maîtres. Une moyenne ne donne pas non plus une idée des besoins et des ressources d'un pays donné. De plus, les chiffres ne traduisent pas les charges réelles du fait que les pays où le coût de la campagne sera le plus élevé sont ceux où la charge financière de l'éducation est la plus lourde et les ressources nationales les plus limitées.

Bien que le produit national brut constitue la meilleure mesure unitaire des niveaux du produit national, les problèmes que pose le financement de projets publics tels que les campagnes d'alphabétisation exigent que l'on examine si certaines ressources données sont disponibles et si les pouvoirs publics peuvent s'en assurer le contrôle. Pour entreprendre un programme d'alphabétisation, il faut des moniteurs, du matériel, des bâtiments, de l'équipement et d'autres ressources particulières. Si ces ressources font défaut ou ne peuvent être produites dans le même pays, ce ne sont pas des ouvertures de crédits au budget qui permettront de les obtenir. Si les ressources dont on a besoin existent mais sont utilisées entièrement à d'autres fins, le gouvernement devra se les procurer en offrant un prix plus fort que ceux qui s'en servent actuellement ou bien en les réquisitionnant. Dans ces conditions, à moins que les dépenses que les gouvernements consacrent à la campagne d'alphabétisation ne s'accompagnent d'une réduction des dépenses consacrées à d'autres programmes, ou d'une augmentation des impôts, il se produira une inflation. Le financement intérieur d'un programme d'alphabétisation dans les pays qui utilisent toutes leurs ressources économiques

suppose la compression d'autres dépenses publiques ou la diminution de la consommation privée par l'inflation ou encore l'abaissement de la consommation des particuliers et des investissements par la fiscalité. Mais là où l'on trouve des ressources économiques non exploitées, ce qui est souvent le cas dans les régions à forte proportion d'analphabètes - par suite du manque de capitaux ou pour des raisons sociales et culturelles - on peut mener à bien des programmes publics sans restreindre la production publique et privée ou ne la restreignant que légèrement. La plupart des économies en voie de développement ont à faire face à des taux d'augmentation des prix excessivement élevés et les dépenses publiques doivent être affectées à des projets hautement prioritaires; dans ce cas, une augmentation des impôts semble donc la méthode la plus logique de financement intérieur.

Les dépenses nationales requises pour mener la campagne d'alphabétisation ne correspondent pas nécessairement dans leur totalité à un prélèvement sur les ressources réelles, qui affecterait d'autres formes d'investissements dans les domaines économique et social. A en juger d'après l'expérience des pays qui ont mené à bien des campagnes d'alphabétisation, il devrait être possible de transférer une partie de la charge qu'elles représentent en demandant des concours bénévoles inutilisés jusque là et en faisant appel à des organisations non gouvernementales professionnelles ou autres aptes à fournir du personnel et des locaux qui seraient utilisés en dehors des heures de travail. Même si les ressources provenant d'organisations non gouvernementales étaient employées autrement, la partie du programme appliquée de cette manière n'aurait pas à être financée par des fonds publics. En outre, les cours d'alphabétisation des adultes figurent déjà au nombre des objectifs généraux de l'enseignement sur lesquels l'accord s'est fait aux différentes conférences régionales. Les coûts de ces programmes sont pris en considération dans les évaluations relatives au pourcentage du produit national brut à consacrer à l'ensemble du domaine éducatif.

Aide étrangère pour l'alphabétisation des adultes

Les facteurs économiques dont on doit nécessairement tenir compte pour une campagne d'alphabétisation entrent difficilement dans le cadre traditionnel de l'aide étrangère. Les matériaux de construction et l'équipement peuvent être produits ou achetés à l'étranger et réservés ensuite au programme. L'impression du matériel pédagogique et la formation des administrateurs et des directeurs d'écoles normales peuvent être financées en partie par des ressources extérieures.

De même, l'aide étrangère peut aussi servir à financer la formation des enseignants appelés à former les moniteurs en matière d'alphabétisation. On estime qu'un montant minimum de 330 millions de dollars pour la Décennie, soit 33 millions de dollars par an (ce qui correspond à la moitié du coût de l'équipement et du matériel) devra être fourni au titre de l'aide étrangère aux pays en voie de développement pour les aider à se procurer l'équipement nécessaire et à exécuter leurs programmes de matériel pédagogique; cette somme représente la composante en devises.

Il existe aussi des moyens indirects par lesquels l'aide étrangère peut contribuer puissamment à la campagne mondiale d'alphabétisation; elle peut par exemple être accordée pour d'autres secteurs du programme de développement d'un pays de manière à rendre disponibles d'autres ressources nationales. Ainsi en augmentant la quantité de denrées alimentaires et autres produits fournis au titre de l'aide étrangère, on libère sur le plan local des manœuvres qui pourront travailler à la construction des écoles et participer à l'alphabétisation. En même temps, la conscience de plus en plus nette que l'on a de l'importance que l'éducation et les autres types d'investissements en capital humain présentent pour l'ensemble du processus du développement doit conduire à des innovations dans l'administration de l'aide. De tels changements élargiront les possibilités d'assistance étrangère, en ce qui concerne non seulement l'alphabétisation des adultes mais peut-être aussi d'autres programmes éducatifs.

QUATRIEME PARTIE

PROGRAMME D'ACTION INTERNATIONALE

L'élimination de l'analphabétisme parmi les enfants

Les plans de développement de l'enseignement qui ont été élaborés à l'échelon régional depuis deux ans ont été essentiellement conçus pour que dans une dizaine ou une vingtaine d'années, tous les enfants d'âge scolaire puissent effectivement trouver place dans l'enseignement primaire. Il s'agit donc là d'une extension spectaculaire de cet enseignement et, si les prévisions se réalisent intégralement, le problème de l'analphabétisme chez les enfants aura été résolu partout dans le monde en 1980. Quatre des programmes régionaux approuvés par la Conférence générale de l'UNESCO à sa douzième session^{1/} ont pour objet de seconder les efforts actuellement déployés dans le monde pour généraliser l'enseignement primaire. Ils font ressortir la participation que l'UNESCO peut apporter sur le plan technique, au titre de son programme ordinaire et au titre du Programme élargi d'assistance technique. Mais il est bien évident que cette participation doit s'accompagner d'un accroissement très notable de l'aide financière internationale et bilatérale sous diverses formes : prêts pour investissements ou contributions à des dépenses de capital, subventions pour la recherche pédagogique et les expériences pilotes, bourses et dons en nature, etc. Par le moyen d'enquêtes et de conférences, l'UNESCO continuera, comme elle l'a déjà fait, à inventorier les besoins, notamment les besoins matériels, et à les faire connaître à intervalles réguliers. En résumé, tout un ensemble de mesures a maintenant été mis au point pour aider les autorités nationales à atteindre leur objectif c'est-à-dire à rendre l'enseignement primaire gratuit et obligatoire.

L'élimination de l'analphabétisme parmi les adultes

Cependant, dans la plupart des pays en voie de développement, l'élimination de l'analphabétisme chez les adultes pose un problème plus complexe qui n'a pas aussi largement retenu l'attention. Il ne pourra être résolu que si les gouvernements

^{1/} Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture :
Programme et budget approuvés pour 1963-1964 (12 C/5 Approuvé), par. 1263 à 1641.

l'abordent selon des méthodes nouvelles qui exigeront, sur le plan tant matériel que local, un effort résolu, appuyé par une action internationale. Les modestes programmes d'action internationale entrepris jusqu'ici par l'UNESCO en faveur de l'alphabétisation des adultes, et le programme correspondant pour les années 1963-1964, qui a été adopté par la Conférence générale à sa douzième session^{2/} et comporte 14 projets dont le budget s'élève au total à 2 254 756 dollars pour les deux années, sont manifestement insuffisants par rapport aux exigences d'une campagne mondiale.

On a indiqué dans la Troisième partie les problèmes qui se posent lorsqu'on veut évaluer et fournir en monnaie étrangère l'aide financière directe qui pourrait être nécessaire pour faciliter la réalisation des programmes nationaux d'alphabétisation. Outre l'aide financière directe qui sera accordée au titre de l'assistance bilatérale et par les organismes internationaux de financement appropriés, un programme d'action internationale constituera un élément crucial pour une campagne mondiale d'alphabétisation. Il s'agirait, grâce à ce programme, de mobiliser et d'encourager les initiatives nationales, de permettre aux divers pays d'échanger largement et gratuitement leurs connaissances et l'expérience acquise, et de fournir une assistance technique aux gouvernements et aux organisations non gouvernementales.

Il faut supposer que, pour l'essentiel, la responsabilité de ce programme incomberait à l'UNESCO; mais il n'en faudrait pas moins obtenir le concours de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées compétentes, notamment l'OIT, la FAO, l'OMS ainsi que le FISE, en utilisant le mécanisme actuel de coordination. Chaque organisation participante devrait naturellement prévoir à son budget les crédits nécessaires.

Le programme exposé ci-après vise donc à montrer l'importance et la nature d'un plan international d'ensemble qui serait en rapport avec l'ampleur et l'urgence du problème. Il comporte toute une gamme d'activités pratiques et concrètes destinées à encourager, soutenir et faciliter partout dans le monde les campagnes nationales grâce à une action entreprise à partir du Siège ainsi que dans quatre régions, à savoir l'Afrique, les Etats arabes, l'Asie et l'Amérique latine. Le plan serait pleinement mis en oeuvre au cours des deux premières années, mais il faut supposer que bon nombre des activités envisagées se poursuivraient pendant au moins dix années.

^{2/} Op. cit. , paragraphes 1248 à 1262.

Etant donné que, dans le monde, plus de la moitié des analphabètes sont des femmes, et que les femmes peuvent avoir une influence particulière sur la première éducation des enfants, on s'efforcerait au maximum de faire en sorte que tous les projets envisagés tiennent pleinement compte des besoins et des intérêts des femmes. Ces considérations devraient régir le choix des participants aux conférences, le recrutement des experts internationaux, la planification des études et des projets de recherches ainsi que les dispositions prises en ce qui concerne les bourses et les services de formation.

Le programme proposé

Il semblerait logique qu'un programme d'action internationale à l'appui d'une campagne mondiale d'alphabétisation commençât par des études et des recherches préparatoires pour aboutir, par la voie de la formation professionnelle, à l'exécution. Cependant, cet ordre a été jusqu'à un certain point inversé, à la fois parce que l'urgence du problème appelle des mesures immédiates et parce que l'UNESCO et d'autres organisations, depuis quatorze ans qu'elles travaillent dans ce domaine, ont déjà fait beaucoup des études et des travaux préparatoires nécessaires. Sans doute d'autres études et expériences seront-elles encore nécessaires, mais elles seront associées, à mesure des besoins, à des initiatives concrètes.

Planification et administration

Conférences régionales de planification

Dans chacune des quatre régions, l'offensive contre l'analphabétisme s'ouvrirait par une conférence des ministres et des directeurs de services. Ces conférences s'inséreraient dans la série des réunions des ministres de l'éducation organisées régulièrement par l'UNESCO, mais les ministres et les directeurs d'autres départements intéressés à l'alphabétisation et à l'éducation des adultes (y compris ceux des finances et de la planification) seraient également invités à y assister, ainsi que des représentants des organisations non gouvernementales compétentes. Ces conférences auraient pour objet de stimuler, à l'échelon régional, l'élaboration d'une politique et de plans communs notamment de programmes d'action régionale et d'aide internationale.

Stages d'études techniques régionaux

A la suite de chacune des conférences régionales de planification, un stage d'études régional de trois semaines serait organisé pour les cadres supérieurs

et les spécialistes techniques des services d'alphabétisation et d'éducation des adultes. Ces stages auraient pour objet de faire pleinement comprendre au personnel de chaque pays les principes et les méthodes à suivre, et d'assurer la mise en place des services essentiels, dotés du personnel nécessaire.

Quatre équipes internationales de spécialistes

L'alphabétisation et l'éducation des adultes sont sérieusement gênées par la pénurie de spécialistes et d'éducateurs qualifiés, aussi tout programme international d'échanges techniques doit-il viser à accroître le nombre de spécialistes et à élargir leur compétence, tout en assurant aux spécialistes actuels un champ d'action et une influence aussi larges que possible.

L'UNESCO se chargerait de recruter, pour chacune des quatre régions considérées, six spécialistes reconnus (au maximum), représentant ensemble les domaines techniques suivants :

- Organisation, finances et législation;
- Pédagogie et méthodes d'alphabétisation notamment;
- Formation de spécialistes et de maîtres;
- Production et publication de matériel d'enseignement et de lecture;
- Auxiliaires audio-visuels;
- Evaluation et essais.

Ces spécialistes seraient affectés à des centres appropriés de chaque région et se rendraient dans les différents pays pour les aider à mettre sur pied leurs services d'alphabétisation et d'éducation des adultes.

Avant leur affectation, ils feraient un stage d'orientation de deux ou trois mois à Paris puis dans deux ou trois pays relativement proches où l'exécution des programmes d'alphabétisation des adultes est déjà avancée. Chaque équipe disposerait ainsi de la documentation technique la plus récente et serait parfaitement au courant des principes et des méthodes à suivre.

Services techniques auxiliaires

On a indiqué dans la deuxième partie les institutions et services techniques nationaux qu'exige la bonne exécution d'un programme national. Leurs objectifs sont, en gros, les suivants :

- Etude et expérimentation;
- Production, adaptation et diffusion de livres et de matériel audio-visuel;
- Production de programmes radiophoniques et mesures qu'appelle leur emploi;
- Formation spécialisée d'administrateurs, de techniciens et de maîtres.

De nombreux gouvernements auraient besoin d'une aide internationale pour créer et pour étendre leurs services nationaux. Dans certains cas, des services pourront être communs à plusieurs pays. Les services nationaux devraient pouvoir s'appuyer sur des centres et services régionaux qui recevraient eux-mêmes d'un centre international d'échange des informations à jour sur ce qui se fait dans le reste du monde. Il faudrait donc établir un réseau de centres et de services internationaux, régionaux et nationaux interdépendants pour faire face aux besoins croissants et aux tâches urgentes, pour donner suite aux recommandations des conférences régionales de planification et pour guider dans leur tâche les quatre équipes internationales de spécialistes, travaillant chacune dans une partie du monde. Ce réseau ne pourrait et ne devrait pas être planifié d'avance d'une manière rigide, étant donné que son organisation serait fonction des besoins qui seraient signalés par les gouvernements.

Les propositions ci-après prévoient :

- Le renforcement de centres régionaux existants;
- L'institution de nouveaux centres, notamment pour les besoins de certains groupes de pays ayant des problèmes communs;
- Une aide aux gouvernements pour la création de services et de centres nationaux;
- Des projets de plus courte durée intéressant la recherche, la production et la formation.

Centres existants

Deux centres régionaux, le Centre régional d'éducation pour le développement communautaire dans les Etats arabes (ASFEC) et le Centre régional d'éducation de base pour le développement communautaire en Amérique latine (CREFAL) continueront à fonctionner sous l'égide de l'UNESCO pendant une dizaine d'années encore. Les équipes internationales de spécialistes affectées à ces deux régions du monde pourraient utiliser ces centres comme base d'opérations pour développer la recherche et mettre au point des services de formation de personnel et de production de matériel tant pour les besoins des programmes nationaux d'alphabétisation que pour ceux des programmes régionaux de développement communautaire. A cet effet, il faudrait renforcer le personnel spécialisé dans l'alphabétisation des adultes et prévoir un budget plus important pour l'adaptation, la reproduction et la

diffusion de matériel destiné à l'alphabétisation ainsi que de manuels de formation et de manuels d'études.

Un certain nombre d'autres centres régionaux ont déjà été créés par l'UNESCO en vue d'aider les Etats Membres à planifier et développer l'enseignement, ainsi qu'à élargir et améliorer les services qui contribuent à l'élimination de l'analphabétisme parmi les masses. Ces centres sont notamment les suivants : le Bureau régional d'éducation en Asie (Bangkok, Thaïlande); le Centre régional de l'UNESCO pour la documentation et la recherche pédagogiques en Afrique (Accra, Ghana); le Centre de production de manuels scolaires (Yaoundé, Cameroun); le Centre interaméricain d'éducation rurale (Rubio, Venezuela); le Centre régional de l'UNESCO pour la production de textes de lecture en Asie du Sud (Karachi, Pakistan); et deux centres de l'UNESCO pour la formation de bibliothécaires (Dakar, Sénégal; et Kampala, Ouganda).

Moyennant un renforcement approprié de leur personnel et de leur équipement, ces centres joueraient un rôle important pour ce qui est de fournir des renseignements, de la documentation et un appui technique en vue de la réalisation des programmes nationaux d'alphabétisation dans les diverses régions.

Centres nouveaux

Pour répondre aux besoins signalés par les Etats Membres, de nouveaux centres seraient créés afin d'aider des groupes de pays ayant des problèmes communs à effectuer des recherches, former des administrateurs, des moniteurs et des spécialistes pour les services nationaux d'alphabétisation, ainsi qu'à produire et adapter des textes imprimés et des auxiliaires audio-visuels pour l'instruction des illettrés et pour l'éducation continue des adultes. Il est vraisemblable qu'une importance particulière sera accordée aux centres pilotes qui seront chargés de produire du matériel éducatif et d'en faire l'essai.

Dans la plupart des pays, on utilise pour l'enseignement scolaire de la lecture des manuels de lecture élémentaires et avancés et des auxiliaires audio-visuels. Cependant, le matériel d'enseignement destiné aux enfants ne convient pas à l'alphabétisation des adultes, de sorte que le plus urgent est de mettre au point du matériel et des techniques spécialement adaptés aux besoins et aux intérêts des adultes.

Dans les pays où la multiplicité des langues utilisées est une entrave à l'alphabétisation, des études linguistiques pourront être nécessaires pour mettre

au point des alphabets et des manuels fondamentaux de grammaire et de syntaxe, ainsi que pour préparer du matériel d'enseignement dans des langues jusque là non utilisées en vue de l'alphabétisation.

Il faudrait explorer et exploiter au maximum les possibilités qu'ouvre l'évolution récente en matière d'enseignement programmé et les grandes possibilités qu'offrent les moyens d'information des masses tels que la radio et la télévision sur le plan psychologique et pédagogique. Des expériences seront nécessaires pour mettre au point des programmes et du matériel éducatifs et pour en déterminer la valeur.

Les centres, qui seraient créés au niveau régional ou subrégional, auraient donc les attributions suivantes :

- Favoriser et effectuer des recherches en matière éducative et sociale, ainsi que des études linguistiques liées aux programmes d'alphabétisation;
- Produire des prototypes de matériel pour l'alphabétisation et pour l'éducation continue des adultes - matériel imprimé et matériel audio-visuel;
- Procéder à des essais sur l'efficacité de ce matériel, et en particulier faciliter son adaptation aux besoins locaux;
- Organiser au centre des sessions d'études à l'intention de spécialistes venant des divers pays de la région;
- Organiser des cours de formation;
- Conseiller les centres, les gouvernements et les organismes nationaux sur les questions d'équipement, de production et de formation;
- Faciliter la fourniture et l'achat en grande quantité de matériel audio-visuel et d'équipement;
- Assurer l'échange d'informations techniques.

Centres et services nationaux

Centres nationaux de production

Avec l'appui des centres régionaux ou subrégionaux divers centres et services nationaux devraient être créés ou étendus :

- Pour la production, l'adaptation, l'essai et la diffusion de matériel d'enseignement, notamment de livres de lecture élémentaires et avancés et d'auxiliaires audio-visuels;
- Pour l'extension des services de radio et de télévision, instruments du programme national d'alphabétisation et d'éducation des adultes.

Les estimations globales des investissements nécessaires dans chaque pays et des dépenses de fonctionnement seraient naturellement très variables. Pour se faire une idée de leur ordre de grandeur, on notera qu'un seul centre national, équipé pour produire cinq films par an, en plus d'affiches et d'autre matériel graphique et photographique, nécessiterait un investissement initial de l'ordre de 200 000 dollars et un budget annuel de fonctionnement de 250 000 dollars.

Centres et services nationaux de formation

Les divers centres régionaux mentionnés ci-dessus, y compris l'ASFEC et le CREFAL, formeraient des planificateurs, des organisateurs et des spécialistes pour les pays des diverses régions. Les centres nationaux et locaux auraient pour tâche de former des administrateurs et du personnel technique recrutés localement ainsi que des maîtres pour les programmes d'alphabétisation nationaux et locaux. Cela exigerait la création méthodique d'établissements de formation et de cours spéciaux dans les institutions existantes, par exemple les universités et les écoles normales. Il est probable qu'un soutien international serait nécessaire pour faciliter ces opérations dans un certain nombre de pays.

Office nationaux d'édition et éditeurs

Il serait alors nécessaire d'avoir des offices d'édition et des éditeurs pour rédiger, publier et diffuser des textes de lecture à l'intention des nouveaux alphabètes, ainsi que des centres du livre pour stimuler et coordonner ce travail de publication; ce serait la seule façon d'assurer une production massive de littérature populaire sans laquelle beaucoup des nouveaux alphabètes retomberaient dans l'analphabétisme. Les centres existants devraient être étendus et améliorés et il faudrait en créer de nouveaux grâce à une aide internationale.

Services de bibliothèques

Les services chargés de mettre les textes de lecture à la disposition du nouveau public de lecteurs sont presque aussi importants que les services de publication. Un service pilote de bibliothèques qui aurait notamment à créer des salles de lecture et des groupements de lecteurs à l'échelon local pourrait être établi dans un pays de chaque région pour stimuler la création de bibliothèques publiques et scolaires à l'échelon national dans le cadre de campagnes nationales d'alphabétisation. Ces services permettraient de faire la démonstration de certaines techniques bibliothéconomiques et de former du personnel pour d'autres pays de la région. En outre, d'autres Etats membres auraient besoin d'aide pour créer leurs services nationaux de bibliothèques.

Agents de motivation

Des projets pilotes seraient nécessaires, à l'échelon national, pour développer divers agents de motivation, notamment les musées et les expositions, en vue de contribuer à l'alphabétisation des adultes et à l'éducation populaire. Figureraient au nombre de ces projets des muséobus expérimentaux et des expositions éducatives destinés à apporter des connaissances utiles aux ex-illettrés.

Projets à court terme

Les paragraphes précédents traitaient de la fondation de centres et de services destinés à durer au moins dix ans. Bien que ces centres et services soient appelés à entreprendre un jour ou l'autre des études et des travaux de recherche opérationnelle, ainsi qu'à assurer la formation de personnel chacun dans sa propre région il serait peut-être bon, du moins en attendant qu'ils puissent s'acquitter de toutes ces tâches, que l'UNESCO organise des études à court terme et des activités de formation. Divers projets de cette nature sont proposés ci-dessous.

Etudes sur les techniques et les méthodes d'alphabétisation des adultes

Pour que l'expérience acquise dans un pays ou au cours d'une campagne d'alphabétisation puisse profiter à tous les autres pays qui se heurtent aux mêmes problèmes, une série d'études sur les techniques et les méthodes d'alphabétisation deviendrait nécessaire à mesure que la Campagne mondiale se développerait. Certaines pourraient être confiées aux équipes internationales, dont l'organisation a été proposée plus haut, mais d'autres exigeraient l'engagement de nouveaux spécialistes et consultants.

Stages d'études pratiques pour planificateurs et organisateurs

Afin d'aider les Etats Membres qui désirent exécuter un programme national d'alphabétisation à mettre sur pied leurs services techniques, on organiserait dans chaque région un stage d'études pratiques de six semaines. Ces stages rassembleraient trois ou quatre équipes de quatre à six membres chacune, venues de divers pays de la région ayant décidé de lancer une campagne nationale. Ces équipes se composeront de spécialistes internationaux envoyés en mission dans ces pays, ainsi que de planificateurs, d'organiseurs et de spécialistes des services nationaux d'alphabétisation.

Cours de formation pour spécialistes

Des cours de formation de brève durée seraient organisés afin de parer aux besoins immédiats et en particulier de mieux faire connaître les techniques de production dont les campagnes d'alphabétisation exigeront l'emploi. Ces cours, qui seraient d'une durée de un à trois mois, réuniraient chacun en moyenne 25 participants, auxquels serait donnée, dans différentes régions, une formation dans des domaines tels que :

- Rédaction illustration, essai et publication de textes de lecture;
- Production de films pour l'éducation populaire et le développement communautaire;
- Elaboration de programmes de radio et de télévision pour l'éducation populaire et le développement communautaire.

Envoi d'experts auprès des gouvernements

Afin d'assurer l'exécution des divers projets que comprend ce programme et de donner aux gouvernements intéressés les avis dont ils auront besoin pour préparer et mener à bien leurs campagnes nationales, il faudrait vraisemblablement, dans les pays en cause, renforcer par un certain nombre d'experts, pendant quelques temps, les équipes régionales dont il est question plus haut. Ces experts pourraient être soit envoyés en mission au titre du Programme élargi d'assistance technique, soit engagés et affectés directement par un service de l'UNESCO spécialement chargé de la Campagne mondiale d'alphabétisation. On estime qu'une vingtaine d'experts principaux et autant d'experts adjoints seraient nécessaires chaque année.

Bourses d'études à l'étranger

Pour renforcer les services de formation qui sont proposés, et préparer tant les administrateurs et techniciens de rang élevé dont les services nationaux d'alphabétisation devront être pourvus, que les spécialistes locaux capables de remplacer ultérieurement les experts internationaux, il serait nécessaire d'instituer un programme de bourses d'études dont le mode d'attribution devra être très souple (de l'ordre de 100 bourses par an, de 3 à 9 mois chacune).

Action des organisations non gouvernementales

Les organisations non gouvernementales, tant internationales que nationales, pourraient certainement jouer un rôle capital dans la Campagne mondiale d'alphabétisation, notamment en organisant des conférences, des stages d'études et des cours de formation, ou en exécutant elles-mêmes des programmes de lutte contre l'analphabétisme.

De même, en ce qui concerne la rédaction de textes de lecture, les offices d'édition pourraient recevoir une aide précieuse de la part des organisations non gouvernementales locales qui connaissent, par expérience directe, les besoins et les goûts des ex-illettrés. On pourrait élaborer à l'intention de certaines de ces associations des textes traitant spécialement de questions en rapport avec leurs programmes respectifs (exemples : les techniques d'organisation des coopératives, les divers genres de syndicalisme, la puériculture, les activités de jeunesse, l'éducation civique ou l'éducation pour la compréhension internationale).

La distribution de textes de ce genre pourrait se combiner avec le développement d'organisations non gouvernementales locales, associations de parents d'élèves, organisations syndicales, associations pour l'art et l'artisanat, groupements féminins et groupes de jeunesse, selon les besoins et les préoccupations de chaque communauté. C'est ainsi que l'on pourrait inciter les nouveaux lecteurs à participer activement à la vie de la collectivité et leur donner l'habitude de lire.

Pour mener à bien un tel programme d'alphabétisation par l'entremise d'organisations non gouvernementales, il faudrait trouver des personnes capables de jouer le rôle d'animateurs, leur donner une formation accélérée, leur fournir les moyens de créer de nouveaux groupes et de développer ceux qui existent déjà.

Des subventions seraient offertes, ainsi que le concours d'experts (s'il en est besoin) aux organisations non gouvernementales de caractère international ou national, avec l'accord des gouvernements intéressés, afin qu'elles stimulent et appuient toutes les initiatives qui peuvent contribuer directement au succès de la Campagne mondiale d'alphabétisation.

Services centraux

Certains services devraient être assurés par une organisation internationale telle que l'UNESCO, afin de coordonner les programmes régionaux et nationaux en

une campagne vraiment mondiale. Ces services auraient essentiellement pour objet d'encourager les campagnes nationales, de les coordonner, de les soutenir.

Programme international de publications et d'échange d'informations

La Campagne mondiale d'alphabétisation devrait pouvoir bénéficier des services d'un centre d'information, agissant par l'entremise de centres régionaux et des autorités nationales, afin que l'expérience acquise et les techniques mises au point dans un pays quelconque soient rapidement communiquées aux spécialistes et aux enseignants de tous les autres pays, dans des langues que ceux-ci connaissent. A cet effet, il faudrait mettre en place des services efficaces de rassemblement, de classement, de tri, d'analyse statistique et de traduction des documents. Le Centre d'information diffuserait des rapports miméographiés ainsi que des publications périodiques et des spécimens de matériel éducatif. Les publications comprendraient une revue périodique, du genre de l'actuelle Revue internationale de l'éducation des adultes et de la jeunesse, ainsi que des manuels, des bibliographies et des comptes rendus analytiques.

Le Centre devrait s'occuper du matériel audio-visuel aussi bien que des imprimés; toutefois, le rassemblement et la diffusion des auxiliaires relativement coûteux (comme les films) seraient très limités, et assurés principalement par voie d'échanges directs.

Service d'information du public

Parallèlement aux services qu'il conviendra de créer pour assurer l'échange d'informations techniques, une campagne d'information devrait être menée pour donner au public conscience du problème que pose l'analphabétisme mondial, pour tenir les autorités et les populations au courant de l'effort déployé sur le plan mondial et pour obtenir d'elles tout l'appui nécessaire. Il faudrait élaborer aussi des programmes nationaux d'information afin de susciter des initiatives, d'obtenir l'appui du public en même temps que des concours financiers et de préparer les populations intéressées. On utiliserait à cette fin tous les moyens d'information disponible (presse, radio, télévision et cinéma).

Un service central rédigerait des articles de presse, réaliserait un nombre limité de films et de programmes enregistrés (de radio et de télévision) ainsi que d'autres éléments et les mettrait en circulation. Les centres régionaux de

l'UNESCO devraient apporter leur concours à ce service en assurant la traduction et la diffusion de ce matériel d'information.

Le lancement de la Campagne mondiale serait marqué par un appel aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales et aux populations. Conformément à la proposition faite par la Conférence générale de l'UNESCO à sa douzième session, un projet d'appel a été rédigé à cet effet; il est joint en annexe au présent document.

Evaluation des campagnes nationales d'alphabétisation, ainsi que méthodes et moyens employés

Dans le cadre de la Campagne mondiale d'alphabétisation, il serait indispensable de procéder, avec le concours des autorités nationales, à des évaluations objectives et comparatives des campagnes nationales, qui porteraient sur leur organisation ainsi que sur les méthodes et les moyens employés. L'objet de ces évaluations serait de faire partager à tous les pays intéressés, à quelque région qu'ils appartiennent, les résultats concrets de l'expérience acquise au cours de chacune des campagnes nationales. Un groupe permanent de spécialistes ayant reçu une formation pédagogique, connaissant les techniques d'évaluation et pouvant se déplacer fréquemment, représenterait l'élément actif du service central d'échange d'informations.

Structure administrative

La structure administrative qu'exigera l'exécution du programme international esquissé ci-dessus devrait tenir compte des considérations suivantes :

La campagne devra être menée sur un double front : expansion et amélioration de l'enseignement primaire, d'une part, alphabétisation et éducation des adultes, d'autre part, ces deux initiatives devant s'intégrer dans l'ensemble du système d'éducation;

L'alphabétisation est inséparable du développement communautaire et du développement économique et social;

Diversité des disciplines et des services techniques auxquels elle fera appel;

Même diversité dans les organisations internationales et non gouvernementales qui seront intéressées à la question;

L'action devra être menée à trois niveaux au moins : central, régional et national;

/...

L'urgence du problème exige rapidité, souplesse et efficacité; il faudra donc se libérer, dans toute la mesure du possible, des entraves imposées par la complexité des méthodes administratives.

Ces besoins et ces conditions pourraient être satisfaits par la création d'un organisme spécial qui s'insérerait dans la structure de l'UNESCO ou d'un service spécial au sein du Secrétariat. Dans l'un et l'autre cas, le personnel d'exécution et d'administration serait guidé et assisté par un comité consultatif international.

Coût des mesures internationales proposées

On estime que le coût des diverses activités internationales proposées ci-dessus pourrait être de l'ordre de 10 millions de dollars par an lorsque la campagne battrait son plein.

ANNEXE

L'ALPHABETISATION UNIVERSELLE AU COURS DE LA DECENNIE
DU DEVELOPPEMENT

APPEL LANCE AUX GOUVERNEMENTS ET AUX PEUPLES DU MONDE

En ces premières années de la Décennie du développement, au cours de laquelle les gouvernements et les peuples de tous les Etats Membres des Nations Unies se sont engagés à déployer des efforts soutenus et coordonnés pour favoriser les progrès de l'humanité, plus de 700 millions de personnes - c'est-à-dire environ la moitié de la population adulte du monde - ne savent encore ni lire ni écrire; elles sont par conséquent incapables de communiquer par écrit avec leurs semblables et l'accès à l'éducation leur est en grande partie fermé. Dans un monde où la science et la technologie suscitent quotidiennement de nouvelles découvertes, permettent la mise au point de nouvelles techniques et rendent possibles de nouvelles victoires contre la pauvreté, la faim et la maladie, ces personnes sont isolées et déshéritées, gênées qu'elles sont par le sentiment d'être inférieures à leurs semblables.

Le droit à l'éducation est un des droits fondamentaux de l'homme, qui doit devenir pour tous une réalité au cours de la Décennie du développement. C'est l'intelligence de l'homme qui conçoit le progrès humain; c'est sa sagesse, ses connaissances et son expérience qui en assurent la réalisation. Si savoir lire et écrire est le fondement d'une éducation efficace et continue, l'éducation, elle, constitue la base même du développement.

L'éducation apparaît donc comme une condition préalable du progrès matériel mais elle est aussi et tout autant un moyen de préparer l'homme à se servir et à profiter du progrès. La Décennie du développement manquera son véritable objectif si elle ne réussit qu'à élever le produit national brut de chaque Etat Membre, à accroître la production, à développer la mécanisation et l'industrialisation, et si elle permet seulement d'atteindre une plus grande prospérité, associée à des loisirs plus nombreux. Ces réalisations, en effet, ne contribueront que fort peu au bonheur de l'humanité si elles ne sont pas accompagnées de réalisations dans les domaines moral, culturel et artistique; elles ne dissiperont pas non plus les nuages de la méfiance et de la peur et la menace de guerre qui

pèsent sur l'humanité, si elles ne contribuent pas à faire mieux comprendre les aspirations communes de la race humaine, à susciter l'amour de la paix et le respect mutuel et à faire naître une entente plus profonde entre les peuples. Au combat mené pour atteindre ces objectifs non matériels et pourtant fondamentaux de la Décennie du développement, l'éducation doit donner tout son appui.

Arracher les masses à l'analphabétisme et cela dans le monde entier est donc un objectif explicite de la Décennie du développement. Il ne faudrait pas abandonner la lutte ou relâcher l'effort à un moment où hommes et femmes n'auraient acquis que des rudiments de lecture et d'écriture. Savoir lire et écrire n'est pas seulement un but; c'est une aptitude à entretenir et elle doit l'être par la pratique continue pour le plaisir et le profit que l'on en tire. Elle doit conduire à des connaissances utiles, donner le sens de la création et favoriser l'acquisition de compétences pratiques.

Une campagne mondiale contre l'analphabétisme doit être menée simultanément sur deux fronts. D'un côté, l'objectif est la scolarisation primaire universelle, de l'autre, l'élimination de l'analphabétisme parmi les masses adultes. Dans un monde où les sociétés et les techniques évoluent rapidement, l'éducation des adultes est le complément essentiel de l'enseignement scolaire, non seulement parce que les connaissances acquises à l'école sont nécessairement limitées et vite dépassées, mais tout autant parce que les idées inculquées aux adultes, les connaissances et les techniques qui leur sont enseignées peuvent trouver leur application directe, avec des résultats immédiats, dans le développement économique et social. En outre, les réussites de l'enseignement primaire sont dangereusement compromises lorsque l'analphabétisme est répandu parmi les adultes, car les enfants qui se retrouvent dans des collectivités d'analphabètes oublient rapidement ce qu'ils ont appris à l'école.

Déjà, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, on entreprend, au cours de la présente Décennie, de vastes programmes pour le développement de l'éducation qui visent à rendre universelle l'éducation primaire d'ici 1980 ou même avant. Il faudra oeuvrer énergiquement et sans relâche pour faire de ces projets une réalité. D'ici là, il faut lancer des campagnes pour l'élimination de l'analphabétisme parmi les adultes, qui préluideront à la généralisation de l'éducation des adultes dont le caractère continu doit en outre être assuré.

Les plans relatifs à la Décennie du développement auront pour objet de mettre en place l'infrastructure nécessaire à l'organisation et aux services économiques (ports, routes, usines d'électricité, services d'irrigation, etc.) qui permettra à l'économie de chaque pays en voie de développement de trouver en elle-même sa propre énergie. Ces plans doivent également prévoir l'infrastructure sociale et culturelle indispensable et notamment la mise en place de services comme la radiodiffusion et la télévision éducatives, des bibliothèques et des maisons d'édition qui mettront des livres à la portée du nouveau public. Tels sont les instruments de base dont on a besoin pour tout programme d'alphabétisation, afin de préparer des hommes et des femmes jusque-là illétrés à participer efficacement à l'évolution économique, sociale et politique de la Décennie des Nations Unies pour le développement, et à continuer d'y participer. Au moment même où les spécialistes de la planification préparent la campagne, il faut une action énergique pour faire en sorte que ces instruments de base soient disponibles en plus grand nombre qu'on ne l'avait jamais envisagé jusqu'ici. A cette fin, les efforts - à l'occasion spontanés et bénévoles - des éducateurs, des écrivains, des artistes, des éditeurs, du personnel de la radiodiffusion, des bibliothécaires et en général des créateurs dans le monde entier seront nécessaires - et le travail doit commencer sans retard.

Il n'en reste pas moins que la responsabilité d'une action efficace et énergique contre l'analphabétisme doit incomber au premier chef aux gouvernements des pays Membres où le problème de l'analphabétisme est encore aigu, car cette action ne peut réussir que si l'on s'assure l'appui total des populations sur le plan du sentiment, de l'intelligence et de la volonté. Si cet appui n'existe pas et si l'importance de l'action à entreprendre n'est pas reconnue du point de vue national, politique et administratif, ni les vœux que l'on pourra former, ni l'aide extérieure ne conduiront aux résultats voulus.

Néanmoins, les Etats qui adopteront de telles mesures et entreprendront résolument la lutte contre l'analphabétisme parmi les adultes tout en cherchant à réaliser l'éducation primaire universelle, auront besoin d'assistance. Le

grand intérêt que les gouvernements Membres des Nations Unies portent à cette question doit se traduire par une augmentation sensible de l'assistance internationale; l'élimination de l'analphabétisme parmi les masses doit être un des grands objectifs de l'aide aux pays étrangers et celle-ci doit être répartie en conséquence dans le cadre des plans nationaux de développement.

Dans ces conditions, reconnaissant l'interdépendance totale des hommes du monde entier, s'inspirant des nobles principes énoncés dans la résolution 1677 (XVI) où l'Assemblée générale des Nations Unies envisage "la suppression de l'analphabétisme dans le monde" et soucieuse du progrès et du bien-être des générations futures comme des générations actuelles, la Conférence générale de l'UNESCO lance un appel aux gouvernements, aux organisations sociales et politiques, aux associations culturelles et éducatives, à tous les peuples ainsi qu'aux hommes et aux femmes de bonne volonté, pour qu'ils entreprennent une campagne mondiale d'élimination de l'analphabétisme parmi les masses au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

Les organismes gouvernementaux, les partis politiques, les syndicats, les organisations bénévoles, les institutions à but éducatif, et à vrai dire la population tout entière, devraient jouer leur rôle, conscients que la lutte contre l'analphabétisme et l'ignorance est une tâche essentielle pour tous, qui peut être menée à bien si les ressources et les énergies de tous les pays sont utilisées au maximum - une tâche qui peut et doit être réalisée grâce à l'union dans l'effort de l'humanité tout entière.
